LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

N° 1606

du 30 septembre au 6 octobre 2010

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

« L'histoire sociale enseigne qu'il n'y a pas de politique sociale sans un mouvement social capable de l'imposer. »
Pierre Bourdieu

Nos droits ne se négocient pas

M 02137 - 1606 - F: 2,00 €

Sommaire

Construisons les perspectives, par Daniel, *page 4*

Quand l'autruche éternue, *page 5*

Ça lutte de partout, *page 6*

France rance, par M. Rajsfus, *page 7*

Médecine du travail en danger, par P. O'Neil, *page 8*

Homosexuelle persécutée en Libye, par P. Kauffmann, *page 8*

Raskoltignac réincarné, par J. Langlois, *page 9*

Maurice en BD, par Pathote, *page 11*

La ville, les quartiers, la grève, par S. Rüpelli, *page 12*

La télé et le mépris de la science, par R. Nardone, *page 14*

De graves accusations, O. Borillo, *page 16*

Émile Pouget se refait une santé, par Paco, *page 18*

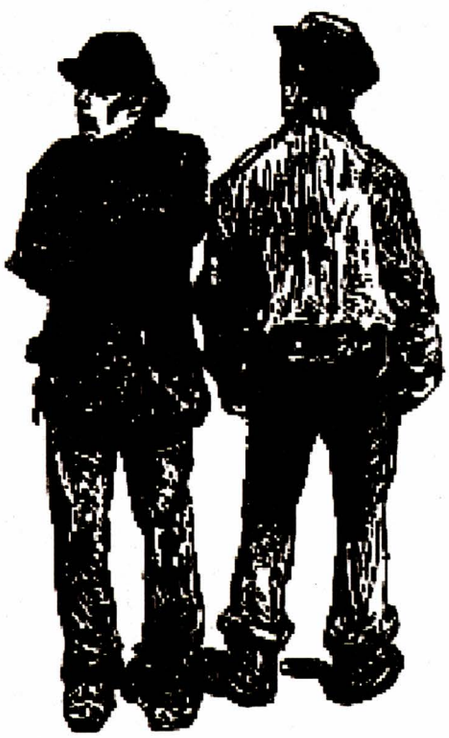
Doux comme le miel, par H. Hurst, *page 19*

Vie du mouvement, *page 21*

La plus rebelle des..., *page 22*

Qu'est-ce qu'on fait les prochains jours?, *page 23*

Grève générale



BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	20 €	27 €
6 mois, 25 nos	38 €	46 €
1 an, 45 nos	61 €	77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Abonnement de soutien

1 an, 45 nos **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

La lutte finale ?

C'est devenu une mode de faire du calendrier des mobilisations syndicales une passoire. C'est aussi devenu un mode, mode de contrôle partiel de la population salariée par l'alliance de quelques têtes des centrales syndicales avec quelques têtes gouvernementales.

Cependant le contrôle n'est pas tout à fait efficace et même un célèbre quotidien aux tonalités bleutées acquis aux opinions de la soi-disant majorité parlementaire ne peut plus cacher par quelque commentaire bien tourné les résultats des sondages – ô combien représentatifs – que ce journal a payé très cher. Les médias traditionnellement complices de la supposée « résignation » populaire évoquent la possibilité hypothétique et éventuelle d'une retraite stratégique du gouvernement, voire du rejet de quelques paragraphes du projet de loi par le Sénat. Ne nous emballons pas, l'opportunisme marchand n'y est pas pour rien.

Ces mêmes médias relatent des dissensions politiques qui se développent au sein du clan dominant UMP, un clan rival PS revigoré, toute une caste dirigeante en émoi, animée d'un opportunisme politique empreint d'orgueil et de soif de pouvoir. Si ceux-là nous prennent pour des ânes, ils me font penser à des poneys sous acide, avides et aveugles. Spectacle lassant et sans intérêt qui tend à occulter les luttes légitimes, comme celle des ouvrières de Lejaby à Bourg-en-Bresse et des ouvriers de SCA à Linselles qui occupent les locaux de leurs employeurs afin d'éviter la fermeture de leurs lieux de travail, ou comme celle des anciens de Molex à Villemur-sur-Tarn qui, dans un dernier élan, tentent d'avancer sur le terrain judiciaire pour dénoncer la fermeture de leur usine qu'ils n'ont pas pu éviter.

Ces informations-là se font rares; encore heureux que la réforme des retraites occupe la Une de bon nombre de périodiques, même si la presse quotidienne régionale ne fait pas toujours honneur aux mobilisations.

D'ailleurs, que penser si le texte n'est finalement pas adopté? Peut-on se considérer victorieux quand on n'a fait qu'empêcher une brique de s'ajouter à l'édifice antisocial déjà haut et solide? Ne ferions-nous pas que remettre à plus tard la pose de cette brique, c'est-à-dire quand des conditions plus propices à la manipulation et à la confusion seront réunies? N'oublierions-nous pas les autres briques qui sont posées à côté, en cachette (je pense à la médecine du travail, à la police, à la Justice...)? Par-dessus tout, nous oublierions qu'il faut aussi s'attaquer au reste du mur qui petit à petit nous a enclos. Les grèves et manifestations en opposition à la réforme des retraites ne sont pas un combat qu'on gagne ou qu'on perd, c'est de toutes les façons une minuscule étape dans l'œuvre de démolition qui doit être entreprise.

ÇA SE BOUSCULE au portillon dans les médias après la grève de jeudi dernier. Entre guerre des chiffres et bisbilles autour du nombre de manifestants, de grévistes, sans oublier les « fuites assassines ».

La plus belle perle aura, peut-être, été celle citée dans l'ancien quotidien de la rue de Lorraine à Paris dans le 19e arrondissement. A savoir ce qu'un ministre aurait dit : « Si la CGT avait voulu bloquer les transports, elle en avait les moyens. Mais elle a un pacte tacite avec l'Élysée car elle a compris que le Président ne reculera pas. »

Diable... c'est du lard ou du cochon ? Il semblerait qu'il faille tristement et cruellement comprendre que dans les instances gouvernementales et syndicales ça marche la main dans la main pour empêcher tout projet de grève reconductible ? Le gouvernement attend des jours meilleurs, c'est-à-dire le retour d'une croissance économique pour faire tout oublier. En attendant la colère ouvrière (ou ce qu'il en reste ?) va malgré elle avaler des couleuvres et payer les cotisations syndicales pour ne pas faire d'histoires.

Le tout, évidemment pour déblayer le terrain en attendant la présidentielle et ses différents appétits de tous bords.

Pas très réjouissant tout ça. Certes il y a ça et là, déontologie syndicale oblige, des réactions. Mais déclarer comme un responsable syndical CFDT que « Le mépris du gouvernement est inacceptable, de nombreux militants, dès jeudi soir, nous ont fait part de leur dégoût. » va-t-il au – delà de l'effet de déclaration ?

La révolte qui couve un peu partout ne saurait se contenter des journées d'action du 2 et du 12 octobre. Où se cache donc ce que certaines gazettes appellent le cauchemar des pouvoirs publics ? Peut-être dans les lycées, les universités où les débordements sont moins maîtrisables, entend-on ici et là. Mais la rentrée est encore fraîche, voire pas encore entamée pour beaucoup. Il est aussi vrai que les jeunes ne sont pas trop motivés par le problème de la retraite... Mais on peut quand même dire et espérer à l'instar de Thomas Declerc, secrétaire de l'Unef Montpellier (Hérault) « qu'un mouvement de révolte se fait sentir dans les universités ». Et de se rappeler que « le pouvoir a toujours eu peur de la jeunesse » !

Côté représentants des boutiques syndicales il y a, comme d'habitude, de nombreuses fausses notes (voulues ?) et désaccords dans les déclarations. Une représentante de la CGT peut déclarer que « le gouvernement a choisi l'affrontement et aussi une possible crise sociale d'ampleur ». Alors que la CFDT s'inquiète que le gouvernement « pousse à à la radicalité et c'est un piège ».

Nous assistons donc à une vraie réponse syndicale, mais une mobilisation trop forte semblerait déranger certains...

Ne faudrait – il pas aller bloquer les raffineries de Total pour toucher le capital là où ça fait mal ? Ça nous aiderait à oublier les déclarations d'un « bras droit » de Bernard Thibault qui déclarait il y a environ un an ; « Il n'y aura pas de grève générale. Le Grand Soir c'est dans les livres. » On se rappellera plutôt ce que disait un syndicaliste CGT de Conti : « On a remis le syndicaliste dans son rôle, à savoir être porte-parole des ouvriers, pas leur chef. » À méditer par les diverses directions confédérales. Surtout quand la presse loue leur résistance aux « velléités de surenchère de leur base ». Ah que s'inverse la tendance en s'y mettant toutes et tous !

Fernand Bernard

Construire les perspectives

Daniel
Groupe Gard Vaucluse

C'est le 23 mars 2010 que la première journée de protestations contre une nouvelle réforme des retraites fut initiée par les centrales syndicales. Plus ou moins réussies au début (800 000 manifestants en mars), ces manifestations deviennent massives malgré l'été, pour aboutir au 7 puis au 23 septembre avec ses millions de manifestants et de grévistes. Comment expliquer cette progression tellement étalée dans le temps ?

La réussite de la mobilisation tient d'abord au fait que cette réforme est ressentie comme génératrice d'injustices notamment pour les femmes, et comme une menace contre tous et chacun d'entre nous. Elle est aussi l'expression d'un ressenti contre le travail, qui prend trop de place dans nos vies ; et d'un rejet des lois du profit qui nous font travailler plus et plus longtemps, pour des objectifs à la fois inégalitaires et incertains. Ajoutons à cela que le contexte mondial (crise économique, renflouement par les États des groupes capitalistes défaillants, etc.) et national (une exaspération diffuse mais nette de la politique gouvernementale et présidentielle : voir les protestations du 4 septembre contre le racisme) jouent un rôle décisif dans la montée du mécontentement. Des signes encourageants laissent penser qu'une nouvelle politisation est en cours. D'autre part, les centrales syndicales qui s'engagent dans l'unité, même si elle est fragile et de façade, encouragent par là l'enracinement de la mobilisation populaire et sa reconnaissance par l'opinion publique.

Toutefois, il faut relever que les manifestations ont du mal à exprimer des exaspérations suffisamment fortes pour aboutir à des mots d'ordre ou des réactions plus offensifs. Mais c'est compréhensible. Ce sont les syndicats majoritaires qui sont à l'origine du mouvement et ils ne demandent pas le retrait, mais à être pris en compte par le gouvernement. À partir de ces constats, nous percevons bien les limites de la protestation sociale en cours, dans un pays où le taux de syndicalisation est faible (8 % des travailleurs). La masse des gens pouvant participer au mouvement est donc mobilisée par des organisations syndicales affaiblies, prêtes à arrêter la mobilisation pour négocier, et qui n'impactent que le monde du travail.

Par ailleurs, parmi les opposants revendiqués de la réforme, FO se refuse à employer le mot de « grève générale », selon son secrétaire général, car c'est « *un terme teinté d'insurrection* » ; quant à SUD Solidaires, et à la CNT dans une bien moindre mesure, leurs capacités à mobiliser les cantonnent de fait dans une fonction protestataire et sans moyens suffisants pour faire pencher la balance.

Ces constats, qu'ils nous plaisent ou non, servent à anticiper raisonnablement sur les faits ; et c'est de là que découlera notre intervention, et donc, à notre échelle, notre apport à une radicalisation de ce mouvement social. À ce jour, l'opinion se répand selon laquelle une journée d'action de temps à autre relève de la perte de temps et d'argent, pour un résultat faible. Il y a donc une possibilité – impossible à évaluer – que des sections syndicales, avec le durcissement, décident de pousser leurs fédérations ou unions territoriales à radicaliser le conflit. Ou à le quitter ! Ce qui serait pire, et générerait de la frustration et la sensation que se battre ne sert à rien.

Les limites intrinsèques de ce mouvement social en cours – auquel il est nécessaire de participer – nous amènent à réfléchir à l'intérêt d'aller chercher des ressources supplémentaires hors du monde du travail plus ou moins drainé par les syndicats. Des ressources qui seraient à la fois des appuis précieux et complémentaires au mouvement syndical, et qui seraient une opportunité pour des gens, souvent exclus du monde du travail, de prendre une part à cette lutte qui

les concerne sans que, pourtant, on ne s'adresse à eux. Du point de vue tactique, il faut se placer déjà dans une phase de la protestation qui doit s'élargir pour vaincre. Pour cela, nous pouvons favoriser la rencontre (tractages, réunions publiques post-mouvement en cours...) avec les gens non organisés ou non travailleurs, faire et organiser l'agitation en marge des défilés syndicaux tout en participant à ceux-ci, proposer des modalités individuelles et/ou collectives pour participer au mouvement sans être forcément syndiqué ou même travailleur actif, activer nos réseaux sociaux et associatifs pour donner une ouverture à ce mouvement du refus, mailler nos territoires de structures sociales qu'il conviendrait de rapprocher entre elles... Ce sont des pistes sérieuses, dont l'objectif est l'organisation sociale des gens dans l'autogestion. Il est inutile et nuisible de compter sur les organisations politiques de gauche et d'extrême gauche qui promettent à nouveau aux protestataires de raser gratis aux prochaines élections, si on vote pour eux, bien sûr. En plus, le seul candidat susceptible de fédérer cette gauche serait l'actuel président du FMI...

La tâche est donc à facettes multiples, et sans oppositions éventuelles entre syndicalisme et travail politique, avec une réelle complémentarité valorisable dans nos groupes anarchistes, attachés au pluralisme des idées et des pratiques. Nous pouvons viser dès aujourd'hui l'élargissement de la mobilisation sociale en cours, dans la convergence des luttes et le pluralisme des modes d'interventions, l'acquisition de l'autonomie par l'autogestion et l'action directe collective, et la tenue d'assemblées populaires dans et hors le monde du travail. Objectifs : nous organiser maintenant et nous projeter dans des perspectives crédibles et réalistes. D.

Quand l'autruche éternue...

Pas avec n'importe qui

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je ? Ça eut défilé, ça défile et ça défilera encore, nous pouvons en être certains, contre la réforme coup de cutter en pleine aorte du salariat et au-delà, bien au-delà, contre la traite et retraite des bêtes que nous sommes aux yeux des maquignons du sarkoland et du Medef réunis, inséparables de long temps. Est-ce s'avancer d'affirmer que cela sent le souffre, mieux encore, la fumée échappée des jolis feux de joie, ceux éclairant les barricades ? C'est possible. Mais tout est possible, aussi sûr que pour Woerth et consorts, cela commence à puer le roussi. « *Il y a moins de monde dans les rues* », se félicitait le ministre au soir du 23 septembre, tentant ainsi de faire accroire que, dans les rues, il y avait pointé ne serait-ce qu'un bout de museau. Et Fillon de s'époumoner dans son sifflet à la manière d'un pion vulgaire, cheveux gras et aux mains moites, tentant de nous faire mettre en rang : « *Gouverner la France, c'est parfois savoir dire non, et non, nous ne retirerons pas ce projet de réforme.* » Lui, pour se sentir droit dedans, il ne lui manque plus que les bottes, celles par exemple portées par Juppé en 95. Cependant, et comme pour ne pas lui donner tort, sitôt les calicots remisés les syndicats de tradition ont enfilé leurs bleus de non-chauffe, hurlant certes au « *mépris du gouvernement* » mais oubliant, comme au passage, celui dans lequel ils tiennent, c'est le mot juste, la base. Des centaines de milliers de manifestants, prêts à poursuivre le mouvement et pas dans cent ans mais tout de suite, furent contraints de plier les gaules sous l'effet de l'apathie des Thibault Chérèque et Mailly. C'est rien de dire, pourtant, qu'on en serait bien pas restés là, plantés tels des cons sur le parterre, piétinant direction les bus ramenant le troupeau à domicile, devant la machine à concasser du temps de cerveau disponible. Chouette manif ? Affaire de point de vue. À Paris, par exemple, on s'est subitement retrouvé avec le PS aux fesses, ce qui, entre nous soit dit, rime. Rime pauvre je vous le concède, pauvre comme le cortège de ces strauss-khanniens apparu on ne sait pour qui pourquoi ni d'où (ils n'étaient pas au départ de la manifestation, et ils disparurent bien avant l'arrivée), piteuse mise en scène de drapeaux et sono beuglant du Téléphone et autres paléorocks, comme si nous évoluions encore sous le règne de Mitterrand – pas Frédéric : François. Les quolibets fusèrent un brin : il suffit de lui demander des nouvelles de DSK pour voir l'adhérent du PS se fermer plus sûrement qu'une huître gangrenée. Le pauvre prend ça pour une agression. En fait, il a raison. Si vous voulez, le pauvre, l'achever, présentez-vous à lui comme un crypto-mélanchonniste partageant néanmoins certaines idées avec, je sais pas, au hasard : Benoît Hamon. Ainsi, pendant que le bougre ne pourra s'empêcher d'entamer la récitation, ô combien dormitive, de son catéchisme fabiusien, et vous en profiterez pour lui tirer son larfeuille, son blouson et son mégaphone : au même titre que rire de tout, la révolution, oui d'accord, mais pas avec n'importe qui.

Frédo Ladrisse

http://quand-l-autruche-eternue.over-blog.com

Brèves de combat

Présence libertaire aux manifs

Pendant que l'État annonce 999 999 manifestants (!) et la CGette 3 millions, nous avons fait le tour des popotes de la FA. À Poitiers, manif nombreuse (au moins autant que le 7), bon cortège libertaire, avec le groupe Pavillon noir de la FA, rassemblant de nombreux sympathisants, dont des lycéens et étudiants. La CNT présente aussi, avec des drapeaux, ça fait plaisir ! Le groupe Pavillon noir a l'ambiance avec drapeaux, chants anarchistes et slogans bien sentis, « *La retraite à 20 ans, pour baiser il faut du temps* », y compris contre les centrales syndicales, « *À bas les centrales syndicales qui collaborent avec le capital* ». Bonne mobilisation dans le Morbihan, identique au 7 septembre : « *On ne lâche rien ! Rien n'est joué. On peut encore faire plier le gouvernement plutôt que nous laisser piller !* » À Lorient, plus de 25 000 personnes ont manifesté, plus de 3 000 à Pontivy (plus que le 7 septembre !), et 300 personnes à Belle-Ile. À Lorient, le rond-point de Lann-Sevelin (Caudan-Lanester) a été bloqué dès 6 h 45 le matin à l'initiative de l'UL CGT, à laquelle se sont joints d'autres individus (dont un camarade du groupe libertaire Ferrer). L'après-midi, un comité de grève, impulsé par la CGT SBFM a bloqué la voie express durant deux heures. À Quimperlé, une bonne partie du cortège s'est émancipée du parcours défini par les syndicats pour aller bloquer durant une demi-heure la voie express. La FA collait aux cortèges CNT, aussi importants à Avignon qu'à Nîmes, avec une banderole : « *Ils ne cessent de nous piller, faisons les plier, bloquons tout* », tracts fédéraux et *Monde libertaire* en nombre. À Paris, la FA a rejoint la CNT devant le siège du Medef. Légère castagne, bien gérée par la CNT. Très bonne action donc, nombreux libertaires, avec un message qui tranchait de celui des grandes centrales syndicales. Autres villes à suivre la semaine prochaine !

Mariani Once again !

Le député du Vaucluse en a rajouté une couche quant à la restriction des droits des étrangers en matière de santé. Lors de l'examen du projet de loi immigration, intégration et nationalité, il a proposé un amendement visant les étrangers gravement malades, c'est-à-dire ceux « *dont l'état de santé nécessite une prise en charge médicale dont le défaut pourrait entraîner pour lui des conséquences d'une exceptionnelle gravité et ne bénéficiant pas d'un traitement approprié dans leur pays d'origine* ». Thierry Mariani propose, lui, qu'ils n'en bénéficient qu'en cas « *d'inexistence* » du traitement dans leur pays d'origine. La différence est de taille : dans la plupart des pays du Sud, les traitements sont théoriquement disponibles, mais les personnes qui devraient en bénéficier ne peuvent les acheter pour de multiples raisons (coût, quantité insuffisante, distance). Quel avenir pour ces étrangers malades du cancer et du sida ? Mais ça, Mariani s'en tape royalement !

Racisme ordinaire à Strasbourg

Des camarades de la FA nous ont rapporté que des inscriptions néonazies ont été tracées sur la porte du domicile du directeur d'un cinéma de Strasbourg, de nationalité franco-turque, et sa voiture et celle de sa femme ont été incendiées. À suivre.

Ce n'est qu'un début !

La plupart des 500 agents regroupés à l'Agence régionale de santé (ARS) Midi-Pyrénées, née le 1er avril du regroupement de tous les organismes chargés jusqu'alors des politiques de santé, dénoncent une dégradation des conditions de travail et une « *souffrance de plus en plus palpable* ». C'est la troisième fois que les salariés regroupés en intersyndicale alertent la presse sur la très mauvaise ambiance à tous les niveaux des services, des simples agents à l'encadrement intermédiaire jusqu'aux pharmaciens et médecins inspecteurs. Selon les syndicats, la meilleure preuve de ce malaise est la démission récente du conseiller médical en raison de « *problèmes éthiques et déontologiques* ».

Action coup-de-poing

Tandis qu'à New York, Sarkozy se targuait, lors du sommet de l'Onu sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement à New York, que la contribution de la France au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme augmenterait de 20 % pour les trois prochaines années, une centaine de manifestants des associations Aides, Sidaction, Solidarité sida, Act Up Paris et Coalition plus se sont réunis devant l'Assemblée nationale pour une action coup-de-poing. L'objectif était de montrer que la France n'aide pas assez financièrement la recherche dans la lutte contre le sida. Les trois associations indiquent qu'afin de continuer les progrès accomplis ces dix dernières années et de tenir leurs engagements internationaux, les pays riches sont censés doubler leur contribution au Fonds mondial. Pour la France, cela implique de passer de 900 millions à 1,8 milliard d'euros, sur trois ans (soit 600 millions/an). On en est très loin !

PAVÉ D'ANAR avec SADIA et MAZOCH — KROKAGA

Brave Français, l'étranger te menace !

Dernier avatar de la politique sécuritaire, qui a permis à Nicolas Sarkozy de s'emparer du pouvoir : la menace du terrorisme. À écouter les seconds couteaux du chef de l'État (au sens où on l'entendait à l'époque de Vichy), les poseurs de bombes seraient à nos portes. Au point qu'il serait possible d'improviser de nouveaux chants vengeurs : « *Ils viennent jusque dans nos bras, exploser nos fils, nos compagnes, etc.* »

Soyons sérieux : les rodomontades de Brice Hortefeux ne peuvent que nous inquiéter. En effet, les propos du ministre de l'Intérieur ne relèvent pas seulement de la volonté de faire peur. Il y a également une part de provocation, un piège haineux dans lequel certains se risqueront peut-être à s'aventurer. Il faut peut-être y voir une incitation faite aux islamistes intégristes, et autres demeurés, à passer à l'acte, avec la certitude de les intercepter, pour expliquer ensuite au bon peuple que ses dirigeants se doivent d'avoir la nuque raide, pour le plus grand bien de tous. Permettant ainsi de justifier l'instauration de cet État policier que les ardents des républicains actuellement au pouvoir aimeraient nous imposer.

La stigmatisation de l'étranger, base de la politique sécuritaire

Ces gens-là sont dangereux. En fait, juste un peu plus que leurs devanciers propriétaires du Château. Simplement, ils n'hésitent jamais à mordre, plutôt que de montrer les dents, avant de sortir l'artillerie lourde. Il est possible de dire que rien ne saurait les satisfaire davantage que le décès d'un policier, en Seine Saint-Denis, suite à une confrontation avec ces jeunes des cités qu'ils ne cessent de marginaliser, faute de pouvoir les expulser du pays de la liberté. Ils ne cessent donc de dramatiser les situations afin de pouvoir nous appliquer des lois de plus en plus scélérates, allant bien au-delà de l'objet initial.

La stigmatisation des jeunes issus de l'immigration maghrébine, ou de l'Afrique subsaharienne, ne suffisant plus, il a paru nécessaire à quelques forcenés, se drapant dans la légalité républicaine, de s'attaquer aux Roms, déjà pourchassés dans toute l'Europe. Comme il n'est pas nécessaire de s'embarrasser de scrupules, notre Nicolas national n'a pas hésité, dans son discours du 30 juillet 2010 à Grenoble, à exprimer une même volonté de rejet envers ceux que l'on qualifie de « gens du voyage », et qui sont pourtant d'authentiques Français, dans leur très grande majorité.

Il faut faire place nette dans ce pays dont on nous rappellera bientôt qu'il est d'origine gauloise, comme ne cesse de l'affirmer la tribu Le Pen, sourdement soutenue par cette droite dite républicaine qui ne cesse de présenter ses quartiers de noblesse nationaliste. Bientôt, comme au temps de Pétain/Laval, il faudra prouver sa bonne origine française, sauf à risquer de se voir dénaturalisé. Pour l'heure, la sanction ne menace que les possibles assassins de policiers, qui auraient acquis, par erreur, la nationalité française. Soyons certains que, demain, cette punition majeure pourra frapper les auteurs de délits mineurs.

Rester entre vrais Français, avec Nicolas Sarkozy comme porte-drapeau, c'est le rêve renouvelé de tous les nationalistes haineux. Peu importe que le président de la République soit issu d'une lignée de Hongrois. Rappelons-nous que le chantre du peuple grand-russe n'était autre que Joseph Staline, lequel s'appliquait à faire oublier qu'il était Géorgien. Notre tyranneau français a appris à jouer de la corde sensible du nationalisme. À ses côtés, les Hortefeux, Esterosi, Ciotti et *tutti quanti* agitent le fouet, mêlant dans leurs incantations délinquance et origine étrangère. Cela dans le but éveillé de réveiller les bas instincts d'une populace qui recommence à lorgner vers le Front national.

Et Rajsfus, dans tout ça ?

Je suis un Français d'origine étrangère ! Certes, je n'ai rien à craindre de la vindicte du président de la République puisque je n'ai pas attenté à la vie d'un policier ou d'un gendarme. En d'autres temps, pourtant, j'aurais pu me laisser aller à une telle dérive, et peut-être ai-je eu tort, la Libération venue, de ne pas éliminer ce policier bien français, Marcel Mulot, qui, le 16 juillet 1942, m'avait raflé, avec mes parents et ma sœur. Cela pour le compte de l'occupant nazi. Ne me considérant pas comme un vengeur sublime, je devais me contenter, bien plus tard, de relater ces événements qui mettaient en relief la complicité de ceux qui, ayant été précédemment fonctionnaires de la République, avaient accepté, sans la moindre difficulté, d'exécuter les basses œuvres de la Gestapo. Il est vrai que tout cela est pratiquement oublié.

Bien évidemment, il ne peut être question de comparer les époques et les hommes. Il n'en reste pas moins que cette situation, qui commence par la stigmatisation de l'Étranger, finit par dégager des relents de racisme tout à fait redoutables. La volonté de dresser une partie des citoyens de ce pays contre ceux qui ne seraient que « d'origine », est évidente. Une fois de plus, cela ne peut que nous renvoyer à cette époque où le régime de Vichy retirait la nationalité française aux Juifs d'Algérie, tout en annulant la nationalité de tous ceux que la République avait accueillis en son sein, au cours des années 1930.

En juillet 1942, la police de ce pays m'avait fait comprendre que je n'étais plus un petit Français comme les autres. En 2010, alors que les jeunes « d'origine » étrangère sont placés sous haute surveillance dans nos banlieues, pourquoi voudrait-on que ceux-là aient la fibre patriotique ? Ensuite, il est facile de leur reprocher de siffler *La Marseillaise* !

Maurice Rajsfus

Coup fatal à la médecine du travail

Le 15 septembre, la majorité UMP a voté la fin de la médecine du travail telle qu'elle existe en France depuis 1946. L'amendement 730 au projet de loi sur les retraites, introduit *in extremis* il y a quelques jours, supprime l'obligation du recours à un médecin du travail pour surveiller la santé des salariés. Ces derniers seront remplacés par une simple « équipe pluridisciplinaire » composée d'infirmiers, de techniciens ou de consultants, évidemment beaucoup moins payés et moins protégés, et les salariés devront s'en contenter.

À la base, la médecine du travail avait pour mission « *d'éviter toute altération de la santé du travailleur du fait de son travail* ». Désormais, les médecins n'auront plus que l'objectif de « *préserver la santé physique et mentale des travailleurs, tout au long de leur parcours professionnel* ». La nuance est de taille. En effet, cette nouvelle formulation supprime la référence au lien causal entre travail et santé. Et cerise sur le gâteau, le lien hiérarchique entre le directeur de service de santé au travail (représentant les employeurs adhérents) et le médecin est renforcé, le premier décidant par exemple des missions du second, au détriment du principe d'autonomie médicale.

Si Éric Woerth se défend d'avoir agi sous la pression du patronat, l'analyse historique de cette « réforme » souligne la victoire patronale qui œuvrait depuis vingt-cinq ans pour la « démédicalisation » de la prévention des risques professionnels. Depuis janvier 2002, la suppression de la médecine du travail a gagné jusqu'au nom des services, désormais appelés « services de santé au travail », comme le préconisait le rapport patronal de 1987. Aujourd'hui, 75 % des médecins du travail ont plus de 50 ans, sans espoir de renouvellement : la profession se meurt. De plus, les intervenants « pluridisciplinaires », censés les remplacer, ne sont aujourd'hui que quelques centaines et certains d'entre eux ont déjà été licenciés pour avoir voulu prétendre à la même autonomie professionnelle que leurs collègues médecins.

Comment ne pas voir se profiler derrière cette réforme le discours réclamant un « *salarié plus sain et donc plus productif* », mais surtout une nouvelle prévention ne passant pas par la déclaration de maladies professionnelles ou des procès pour faute inexcusable de l'employeur, tels ceux des victimes de l'amiante… Une nouvelle prévention donc, sans risque juridique pour l'employeur, et sans surcoût pour la branche accidents du travail-maladies professionnelles de l'assurance-maladie… Cette dernière étant financée par les employeurs… Et voilà, la boucle est bouclée !

Pat O'Neil

Nessma, Libyenne, lesbienne et violée

Nessma, 25 ans, a fui son pays d'origine, la Libye, pour cause de persécution avérée en raison de son orientation sexuelle. Elle poursuivait en Lybie de brillantes études de médecine, qu'elle a dû interrompre pour échapper au harcèlement dont elle était victime depuis la dénonciation de son homosexualité sur un blog.

En Lybie, l'homosexualité masculine et féminine est passible de trois à cinq ans d'emprisonnement. Une fois connue son orientation sexuelle, Nessma a été arrêtée, violée à plusieurs reprises par un fonctionnaire puis remise entre les mains de sa famille qui a cherché à la marier de force. Elle dispose de plusieurs documents émanant de la police libyenne qui prouvent son arrestation et sa rétention pour motif d'homosexualité.

Après une escale de quelques heures en Italie, Nessma est arrivée en France avec un visa Schengen. Elle s'est rendue immédiatement à la préfecture de Moselle pour y déposer une demande d'asile. Celle-ci lui a été refusée en vertu de la réglementation européenne qui stipule que sa demande doit être instruite par le pays européen qui lui a délivré le visa, en l'occurrence l'Italie. Or de nombreux rapports émanant d'ONG (FIDH, Migreurop, etc.) et du Haut-Commissariat aux réfugiés (ONU) dénonce la situation catastrophique des demandeurs d'asile en Italie depuis la signature d'un accord de réadmission avec la Libye.

La vie de Nessma est entre les mains du préfet de Moselle qui peut suspendre la procédure de réadmission et autoriser Nessma à déposer une demande d'asile en France.

Pierre Kauffmann

La pestilence élyséenne et française de Raskoltignac

Jacques Langlois

Notre bon président a déjà été affublé de surnoms en tout genre. J'ai donc cherché à être à la fois original et à trouver quelque chose qui le décrive très bien. Eurêka. Voilà Raskoltignac, composé de Raskolnikov (« *Si Dieu n'existe pas, tout est permis* »), personnage de Dostoïevski, et Rastignac, cher à Balzac. Ce « mix » associe l'absence de vergogne à l'arrivisme sans scrupules. Raskoltignac serait en effet un individu sans foi ni loi, narcissique, opportuniste, ambitieux, qui combine aisément les vices des deux personnages romanesques. Raskol racole, Tignac serait teigneux et cultiverait le culte du Moâ, cher à Sacha Guitry. Plus près de nous, c'est aussi une imitation du tricheur décrit par le même Guitry dans le *Roman d'un tricheur*. C'est évidemment un personnage fictif et tout ce qui suit doit être lu (on ne sait jamais à l'avance le procès de la justice « indépendante ») avec les lunettes de l'invention journalistique, ces pelés, ces galeux dont vient tout le mal car ils affichent la température alors qu'il suffit de casser le thermomètre.

Marianne l'a traité de « voyou de la République »; pourquoi de la seule République puisque quelqu'un qui semble ne rien respecter, pas même sa fonction au service de tous, pas même la Constitution qui ne fait pas de différences entre les Français de différentes origines, y compris hongroises, est bel et bien un voyou? Un autre (Plenel) l'a qualifié du titre de « délinquant constitutionnel ». C'est que Raskoltignac vient de faire très fort. Il a stigmatisé tout un groupe culturel, celui des Roms, tous assimilés aux « gens du voyage » et associés en tant que tels à la délinquance, comme les immigrés. Il avait parlé des « racailles » à nettoyer au Kärcher... Cela le reprend car le filon électoral du sécuritaire lui avait bien réussi en 2007, malgré un échec patent dans la lutte contre les atteintes aux personnes. Cela risque de ne pas marcher en 2012 car la droite chrétienne est effarée et apprécie la bulle du pape, qui a décoché une belle ruade à Raskoltignac, car les frontistes se reprennent à préférer l'original à la copie et car la droite républicaine prend ses distances avec les amalgames tsarkozyens. Mais pour notre arriviste, une diversion permettant en même temps d'espérer récupérer les électeurs du Front national, ralliés en 2007 mais en voie de désertion, et de faire oublier l'affaire Woerth est la bienvenue. Sans oublier que sur le plan socio-économique, il vaut mieux faire oublier la situation française que des effets de manche et d'annonce ne sauraient améliorer.

Cet homme imaginaire nous a montré qu'il était peu regardant sur les moyens lui permettant d'atteindre les fins de sa clique ainsi que les siennes. Pendant la campagne électorale de 2007, il montrait sa chère Cécilia, laquelle était déjà avec Attias; il fallait ne pas décevoir l'électorat catho. Et il divorçait trois mois après son élection pour un troisième mariage, ce qui aurait dû interdire au pape de le recevoir au Vatican comme chatmoine de Latran. Parallèlement, il séduisait l'électorat frontiste en lui piquant ses idées sécuritaires et anti-immigration; en même temps, il affichait son rapport aux mânes des grands socialistes, de Guy Mocquet et des résistants afin de préserver les voix du bon peuple de gauche. Il se rendait dans les usines pour faire des promesses sans suite. Dans ses discours, on le notait comme spécialiste des contenus de circonstance en fonction de l'auditoire. Leur but n'est évidemment pas d'argumenter mais de séduire au coup par coup comme le fait tout avocat d'affaires, plus intéressé par le résultat que par les principes juridiques. C'est du boniment de camelot (du roi?) vendant des cravates dans un parapluie. Il emploie à dessein le langage du populo, matraquant au passage la grammaire, la syntaxe et la langue. Il ne maîtrise pas sa gestuelle, ses mimiques et ses « attouchements », à tel point qu'Angela Merkel (habituée au baisemain de la RDA) s'est fait passer des films de Louis de Funès pour comprendre un président si tactile. Tout cela, ce n'est sans doute pas par pure inculture; c'est pour s'attirer les grâces des prolos, auxquels, du reste, assisté par le motodidacte Estrosi, il fait des promesses peu suivies d'effets en ce qui concerne la pérennité des entreprises et des emplois. Cela ne l'empêche pas de faire aussi du bling-bling avec sa star cosy, la belle Carla chez laquelle il brunit en été tout en s'occupant du tout-à-l'égout de la résidence. Faut-il en déduire que l'égout ça le connaît, quoique dégoût et des couleurs, on ne discute pas.

Élu, il n'a pu s'empêcher d'afficher ses vraies convictions: son amour pour les riches et pour l'idéologie américaine alors encore propulsée par Bush II qu'il admirait tant; cela s'est traduit par le fameux bouclier fiscal

(inventé sous Villepin) et de multiples cadeaux à son électorat : crédit d'impôt pour l'accès à la propriété, quasi-suppression de l'impôt sur les successions, bouclier descendu à 50 % du revenu fiscal de référence (c'est-à-dire après prise en compte des niches fiscales, ce qui fait que certains riches ne payent plus rien comme impôt) au lieu de 60 tout en y ajoutant la CSG et la RDS (plus, pour être juste, la détaxation des heures sup). Le divorcé deux fois, marié trois est pourtant allé faire des mamours à Benoît XVI, qui plus est accompagné de Bigard, spécialiste du « lancer de salopes ». Et pour faire bon poids, il lui a affirmé que le curé valait mieux que l'instituteur pour éduquer les enfants ; de même, en Arabie Saoudite (ou dans le coin), il a prôné le retour aux valeurs spirituelles et religieuses. En pleine crise (de spiritualité ?), il se fait augmenter de 172 % et adapter un avion pour 180 millions d'euros.

Raskoltignac développe une approche événementielle, spéculaire et spectaculaire du droit ; depuis 2002, on en est à trente-trois lois de sécurité ou d'anti-immigration ; lois de circonstances, lois instrumentales ne valant guère que pour leur effet d'annonce aux yeux du public. Il piétine la Constitution (les Français de souche et les autres) et le droit européen qui interdit de faire des apatrides. Il transforme des cas individuels en stigmatisant de groupes sociaux ou ethniques. Etc. Cet individu ne recule donc devant rien et cela au mépris de la culture républicaine et du droit. Il a affiché ses tendances népotiques à propos de la désignation de son fils Jean (sans terres) à l'Epad. Il transforme les fonctions publiques en féodalités à son service et les hauts fonctionnaires en satrapes révocables à merci selon son bon vouloir. Il a fait des universités, des hôpitaux, de la radio-télévision publique, de la magistrature, des services statistiques, etc., des instruments à sa botte et gérés comme des entreprises privées dirigées par un chef tout-puissant. Il a continué l'œuvre de Chirac pour torpiller droit social et droit du travail contre le pacte social français mis en place à la Libération en 1945.

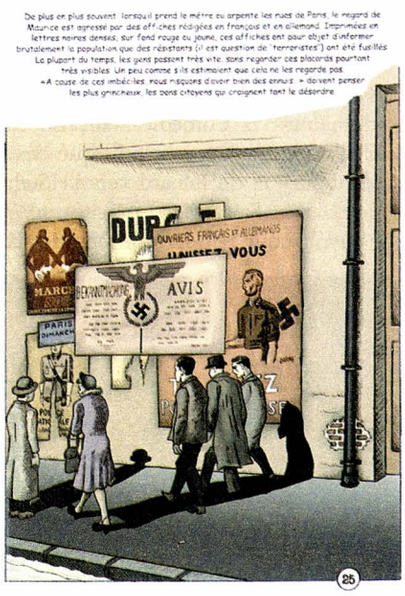
Il allait nous éloigner de la « Françafrique ». Manqué ! On allait avoir une politique extérieure plus morale, dont il est seul à décider, Couchner jouant les utilités. Que nenni : mamours à la Chine, à Poutine, réintégration dans l'Otan (en apporte le vent) et soumission à l'état-major US, enfoncement dans le bourbier afghan, discours de Dakar sur les Africains pas encore assez entrés dans l'histoire, etc. Il allait sauver le monde de l'emprise de la phynance, là aussi c'est raté car les affaires et la spéculation reprennent de plus belle.

Il dit vouloir une « République irréprochable », mais il se pourrait bien que des affaires l'impliquant finissent par apparaître, au moins dans la presse. J'en ai déjà touché un mot dans des articles précédents (sous-marins de Karachi, financement possiblement illicite de la campagne de 2007 et de l'UMP par les Bettencourt). Gageons que l'affaire Woerth-UMP n'ira pas en justice ; le risque est trop grand de voir les comptes de campagne déclarés illégaux et donc l'élection présidentielle invalidée. Ce qui conduirait en Cour de justice de la République et, en cas fort hypothétique de condamnation, au retrait de nationalité d'un Français de fraîche date pour « indignité nationale ». Il n'est pas interdit de faire comme si et de rêver. Les précédents n'incitent pas à l'optimisme. Les écuries du RPR ont été nettoyées par la carte judiciaire bien que le menu soit copieux et ne voilà-t-il pas qu'un deal est passé entre l'UMP, Delanoix et Chirac pour effacer l'ardoise des emplois fictifs à la mairie de Paris, seul procès (sur douze ou treize possibilités) ayant atteint l'ancien président. On croyait que les mœurs corrompues du financement politique des partis avaient cessé mais on s'aperçoit que l'UMP a trouvé les moyens de contourner les lois pour collecter du pognon auprès des riches (via, notamment, le premier cercle avec ses repas à la cantine du Bristol), lesquels ont bénéficié en retour des largesses du pouvoir et de la bienveillance du fisc. Les relations entre la politique politicienne, le fric et la justice font penser à la famille tuyau de poêle où tout le monde s'encastre les uns dans les autres.

Les anars savent depuis bien longtemps que l'État est le valet du capital, que faire de la politique, « *c'est se laver les mains dans la crotte* » (Proudhon). On croyait naïvement que les bornes, celles fixées par Herriot (« *La politique, c'est comme l'andouillette ; il faut que ça sente la merde mais pas trop* »), ne seraient pas dépassées. Quelle illusion !

J. L.

Rafles, étoile jaune et autres tourments



Cette bande dessinée n'est autre que l'histoire de Maurice Rajsfus durant les années 1940-1944. Mais, après les nombreux témoignages sous forme de récit (*Opération étoile jaune*, *Jeudi noir*, *La Rafle du Vel d'Hiv*) et le DVD *Demain, la révolution*, sorti il y a quelques mois, cette fois-ci, Mario et Michel d'Agostini prêtent leur talent d'illustrateur pour mettre en images dans une très BD dessinée les quatre années que Maurice passa « parmi les sous-hommes ».

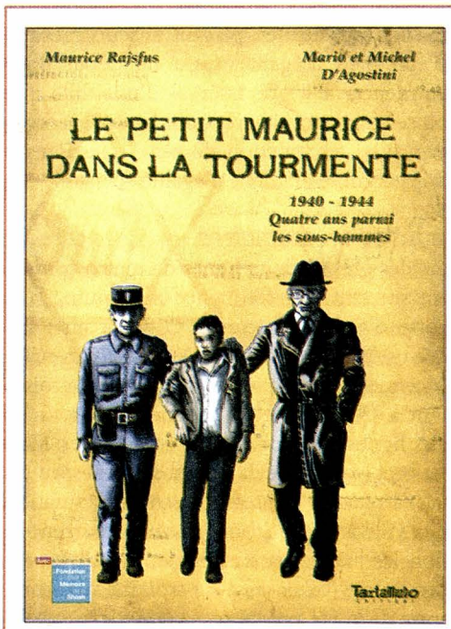
Le livre commence avec une vue représentant un défilé d'Allemands dans les beaux quartiers. La seconde représente un policier français qui attire la méfiance de la population, consciente qu'au service de l'occupant, ces Français passent leur temps à pourchasser les résistants et les Juifs étrangers. Depuis le 8 juin 1942, le petit Maurice a de quoi avoir peur car il est obligé de porter une étoile jaune (de dix centimètres de diamètre) sur la poitrine. Et cette méfiance n'est pas vaine, puisqu'alors qu'il est âgé de 14 ans, le 16 juillet 1942 à 5 heures du matin, la police vient arrêter la famille Rajsfus à Vincennes, tandis qu'à Paris commence la rafle du Vel'd'hiv. Les enfants de 14 à 16 ans sont relâchés et la mère du petit Maurice et de sa grande sœur Jenny (qui a plus de 16 ans, mais ne les paraît pas) insiste pour qu'ils s'enfuient.

Maurice perd la trace de sa sœur et finit par retourner seul chez lui, dans l'appartement de Vincennes resté vacant. Il y trouve la concierge de l'immeuble qui s'apprête à se livrer au pillage et s'enfuit quand elle l'aperçoit. Rapidement, les parents de Maurice sont déportés en Pologne ; lui et sa sœur n'auront plus jamais de leurs nouvelles. Livrés à l'abandon, rares sont ceux qui s'intéressent à leur sort et leurs maigres ressources. Heureusement, dans sa détresse, Maurice a la chance de devenir apprenti diamantaire chez un brave homme qui l'a pris en amitié, un acte de résistance en ces années où peu de gens prendront le risque d'employer un garçon portant l'étoile jaune. Et Maurice va passer deux années épouvantables à cacher le jour son étoile jaune pour éviter les rafles de plus en plus fréquentes, tandis que ses nuits sont peuplées de cauchemars, interrompus par les sirènes d'alarme.

Un jour, Maurice trouve un paquet en allant faire une course pour son patron et a la bonne idée de le lui rapporter. Le bien est rendu à son propriétaire, un courtier, qui, de fait, s'intéresse à Maurice et l'envoie, pendant un temps trop court, à la campagne. Mais Maurice retrouve bientôt la pénible réalité de sa vie à Paris : la faim et le froid, avec la peur en supplément et ceci jusqu'à la mi-juin 1944, tandis qu'une mauvaise rumeur laisse prévoir de nouvelles rafles de Juifs, même si les Américains ont débarqué. En effet, les policiers français sont toujours aussi disponibles pour les sales besognes. Le courtier en bijoux lui propose de le cacher près de Pontoise. Enfin, le 27 août 1944, les Américains arrivent dans le village et Maurice peut regagner Paris à vélo, évitant le mitraillage des routes par les Américains poursuivant les Allemands en pleine débandade. Le soir même, Maurice retrouve sa sœur cachée chez une de ses amies à Vincennes et le petit logement familial si vide de leurs parents qui ne reviendront jamais des camps nazis.

La BD met en image des détails sur la survie de ce gamin de 14 à 18 ans que ni les livres de Maurice, ni le film ne nous avaient encore livrés. Quatre années durant lesquelles Maurice doit se cacher alors que les autorités françaises, aux ordres du maréchal Pétain, vont promulguer des lois raciales. Quatre années durant lesquelles plusieurs dizaines de milliers de Juifs étrangers, vivant en zone occupée, vont devenir des parias « indéterminés », après avoir été « apatrides ». Ce qui signifiait clairement qu'ils ne faisaient plus partie de la communauté humaine. Quatre années durant lesquels le petit Maurice, Français par le droit du sol, a vu brutalement ses parents transformés en *Untermenschen*, c'est-à-dire, selon le terme des nazis, des « sous-hommes ». Une histoire qui, en ces jours où ce sont les Roms qui sont pourchassés en France, n'est pas prête d'être effacée, pas plus qu'oubliée.

Patrick Schindler
Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste



Maurice Rajsfus, Mario et Michel D'Agostini, *Le petit Maurice dans la tourmente*, éditions Tartamudo, 64 pages, 14 euros. En vente à la librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris.
www.librairie-publico.com

La mémoire en

Sylvia Rüppelli
Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

À CHAQUE GRÈVE d'ampleur impliquant les salariés des transports en commun, Paris exprime de manière spectaculaire la tension entre la permanence de ses racines et les évolutions que lui fait subir la classe dominante.

La ville sur un pied d'égalité

Il est d'abord plutôt jouissif de voir la ville traversée par quantités de marcheurs, qui rendent au temps la dimension égalitaire qu'il avait dans la ville ancienne (nonobstant l'inégalité sociale qui y demeurait par ailleurs). Avec ses ruelles n'autorisant que la circulation à pied ou de véhicules roulant au pas, la ville ancienne constitue en effet un espace où tous partagent le même temps. Venise en reste un exemple spectaculaire, comme un tout physiquement inapte aux voitures (et même aux vélos), et la marche ou le bateau se valent en performance. Le mode de transport n'est pas un élément de hiérarchisation.

Dans la ville moderne, la grève qui immobilise les transports en commun, congestionne les circulations automobiles, ralentit jusqu'aux vélos et remplit les trottoirs, produit un effet similaire en plaçant chacun presque sur un pied d'égalité. C'est un début pour commencer à « grêvasser[1] » d'une ville que l'on se réapproprierait et qu'il faudrait réorganiser aussi en fonction de cette question du temps comme élément d'égalité sociale[2].

De luttes en mémoires

Lors des grèves, deux lignes de métro conservent souvent une fréquence minimum : la 4 (porte d'Orléans-porte de Clignancourt) sur l'axe nord-sud, et la 1 (La Défense-Château de Vincennes) sur l'axe est-ouest, avec croisement à Châtelet. Techniquement, ce sont les deux lignes qui croisent toutes les autres. Mais – et ceci explique cela – c'est aussi l'esprit du *cardo/decumanus* qui ressort : cette structuration de la ville antique (romaine en l'occurrence), selon les axes orthonormés nord-sud (*cardo*) et est-ouest (*decumanus*), se croisant au forum, centre de la vie publique.

L'esprit seulement, car au nord, les boulevards haussmanniens de Sébastopol et de Strasbourg (que le métro suit jusqu'à Gare du Nord) ont usurpé la fonction de l'ancienne paire des rues Saint-Denis et Saint-Martin (puis Faubourg-Saint-Denis et Faubourg-Saint-Martin) qui ont été l'axe dédoublé de pénétration par le nord depuis l'origine du développement de Paris. De même, au sud de la Seine, la ligne 4 fait un écart entre Saint-Michel et Denfert-Rochereau, en n'empruntant pas les rues Saint-Jacques et Faubourg-Saint-Jacques (*cardo* antique). Enfin, sur l'axe est-ouest, le *decumanus* principal de la ville romaine était rive gauche. Celui de la rive droite, secondaire, était en outre plus proche des berges que les actuelles rues de Rivoli et Saint-Antoine.

Il n'empêche ! On peut voir dans la grève qui ordonne les usagers de Paris selon l'esprit des axes anciens, comme une mise en résistance de la ville, qui instinctivement retrouve ces axes et ces centres.

Centres du pouvoir avec l'ensemble formé par le Châtelet, les palais de justice/préfecture de police, héritiers des lieux du pouvoir royal au Moyen Âge ; et décalé à l'est, l'Hôtel de Ville symbole du pouvoir de ses bourgeois. Mais aussi centre des révoltes, là d'où elles partent, là où se regroupent les derniers enragés sur les dernières barricades : ça se termine toujours à la barricade Saint-Merri[3]. Il faut dire que la ville ancienne fait fonctionner dominants et dominés dans les mêmes espaces. Il n'y a guère que Naples, aujourd'hui, qui laisse encore imaginer ce que pouvait être cette construction spatio-sociale, avec des « *bassi* » (logements de pauvre en rez-de-chaussée avec une pièce ouverte sur la rue et l'autre aveugle en enfilade) jusque dans les bases mêmes des « *palazzi* » de la noblesse.

Peut-on alors imaginer que nos luttes soient freinées aussi parce que nous nous laissons canalisés majoritairement dans les tracés de l'urbanisme haussmannien, sans convoquer ce que Paris offre de permanences et de tensions ; une part de son énergie.

J'ai souvenir d'une manifestation en 2004, de République vers Matignon (rue de Grenelle) avec un double cortège. L'un avait pris les rues Turbigo, Étienne-Marcel, place des Victoires (*sic*), rue des Petits-Champs, tourné dans la rue Richelieu et arrivé au Palais-Royal (qui abrite deux institutions dans leurs domaines : la Comédie-Française et le Conseil d'État). L'autre avait bifurqué dès les rues Beaubourg et du Renard vers l'Hôtel de Ville (le quartier Saint-Merri précité), tourné rue de Rivoli pour rejoindre le premier cortège. Nous avions alors passé les guichets du Louvre, traversé la Seine pont du Carrousel, et enquillé la rue du Bac jusqu'à l'abouchement de la rue de Grenelle. Ça n'avait certes pas suffi (il faut rappeler toute l'énergie des mouvements de 2003 méthodiquement déconstruite par les bureaucraties syndicales collaborationnistes, et les dégâts durables engendrés), mais il y avait ce jour-là le sentiment physique d'un possible. Nos pas dans les artères anciennes auraient-ils inconsciemment fortifié notre marche ? Et en eussions-nous été conscients, la mèche eût-elle pu se rallumer ?

Apartheid social

Un matin de grève de 2007 où j'accompagnais mes enfants à Bastille, nous avons

place de grève

« Que m'importe lieu, durée,
Si je demeure assurée de garder toujours l'instant »
(Liliane Wouters, *Tous les chemins conduisent à la mer*)

changé à Châtelet entre la ligne 4 et la ligne 1. Nous fûmes directement et physiquement confrontés à la sectorisation de la ville, et, au-delà, de l'ensemble de l'Ile-de-France : les couloirs d'accès pour la direction de La Défense formaient un flot dense et congestionné, tandis que les accès et le quai vers Château-de-Vincennes (et avant : Bastille, le Faubourg-Saint-Antoine, Nation, au passé populaire pas si lointain) étaient à peine plus fréquentés que d'habitude.

Apparaît ici l'empreinte du pouvoir économique moderne, dans les quartiers propres de la bourgeoisie. Le VIIe arrondissement, l'Assemblée nationale et les ministères à partir de Concorde. Le VIIIe, l'Élysée et les sièges historiques des grandes sociétés pour les stations des Champs-Élysées. Les plus résidentiels XVIe, XVIIe ouest et Neuilly, au-delà de l'Étoile. La Défense en apothéose, le centre d'affaires le plus important d'Europe, qui polarise les transports est-ouest en Ile-de-France.

Dans ce déséquilibre insensé, on remarque le crucial ministère des Finances déménagé dans les années quatre-vingt-dix de l'historique Louvre à Bercy. Même si la gentrification[4] de Paris était déjà bien engagée à l'est aussi, on peut voir dans l'architecture de château fort – un seul accès au sol avec chicane et herse, premiers niveaux aveugles sur l'extérieur, plate-forme d'hélicoptère sur le toit et accès direct à la Seine avec hors-bord prêt – comme une angoisse d'être aux avant-postes d'une possible révolte populaire.

Derrière cette expérience d'un aménagement du territoire déséquilibré, exacerbée en temps de grève, il y a une double évolution. D'une part la sectorisation traditionnelle est/ouest entre pauvres et riches, qui s'est complexifiée depuis l'après-guerre avec une sectorisation fonctionnelle, à l'échelle de la région, entre lieux de travail, de consommation, de loisirs et de logement. Et d'autre part, la gentrification, phénomène centre/périphérie plus récent mais dont la rapidité et la violence sont à la mesure des pouvoirs toujours plus concentrés, cohérents et sans contrepoids de la classe dominante[5].

Pour cet apartheid social, les transports et le logement sont des enjeux cruciaux[6]. Ce jour-là à Châtelet, l'illustration en était donnée par deux triplettes de policiers en tenue avec tout leur attirail de répression (matraque, flingue, bombe lacrymogène, menottes, etc.), juchés sur les sièges, car les quais étaient saturés par la foule s'écoulant péniblement. Images de western où des vachers brutaux aux attitudes hyper-virilistes conduisent de grands troupeaux denses vers les abattoirs du Middle-West.

Retrouver la place de (la) grève

Cette gentrification qui a expulsé de Paris les classes populaires, constitue une difficulté de plus à surmonter pour nous réapproprier Paris (et Grand-Paris du prince-président Napoléon Sarkozy est une extension du phénomène à toute la petite couronne). Reste que pour retrouver de l'énergie collective, il nous faut aussi écouter, voir et utiliser ce que cette ville nous offre de sa propre résistance. Puisque nous sommes encore dépossédés de l'instant, nous devons nous appuyer sur le lieu et sa durée.

Convoquer la place de Grève, pour donner sa place à la grève. S. R.

---

1. Grêvasser : cesser le travail pour laisser son imagination errer au hasard (in Alain Créhange, *L'Anarchiviste & le biblioteckel*, Mille et une nuits).

2. Sur les liens entre transports, construction de la ville, organisation de la production, etc., lire l'article de Martial Lepic, « Le yaourt et la yourte : écologie, transports et décroissance », *Réfractions*, n° 18, 2007 (www.refractions.plusloin.org).

3. Pour une visite de Paris pleine de mémoire sociale, lire *L'Invention de Paris* d'Éric Hazan, Le Seuil, 2002.

4. Phénomène de colonisation des quartiers populaires par les classes supérieures.

5. Pour une étude sociologique menée chez les bourgeois, lire *Les Ghettos du Gotha : comment la bourgeoisie défend ses espaces* de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, Le Seuil, 2007. Pour une géographie de ces phénomènes, lire l'*Atlas des nouvelles fractures sociales en France* de Christophe Guilluy et Christophe Noyé, Autrement, 2006. Pour une réflexion ouvertement politique de tout ceci, lire *Une violence éminemment contemporaine. Essais sur la ville, la petite-bourgeoisie intellectuelle et l'effacement des classes populaires* de Jean-Pierre Garnier, Agone, 2010.

6. Sur les transports, voir les travaux du collectif RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants), ainsi que les articles réguliers dans *Le Monde libertaire* de mon compagnon de groupe Dr Martius. Sur le logement, lire notamment l'article récent d'un autre compagnon de groupe, Otis Tarda, sur le droit au logement opposable comme outil supplémentaire de ségrégation (*ML*, hors-série 39, juillet 2010).

Les livres cités sont disponibles à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Retrouvez les articles des membres du groupe Louise-Michel sur :

federation-anarchiste.org/spip.php?rubrique84

« La mission de la science est [...] *de planter* les jalons immuables de la marche progressive de l'humanité, en indiquant aux hommes les conditions générales dont l'observation rigoureuse est nécessaire et dont l'ignorance ou l'oubli seront toujours fatals. »
Bakounine

La culture scientifique au péril de la télévision

Les rapports de la télévision et des sciences sont particulièrement infructueux. La première, par son inculture croissante, son inféodation au marché, au commerce, ne rend compte des secondes – aux exceptions près – que sur des modes vulgaires, spectaculaires, ou encore mensongers.

Robert Nardone
Documentariste

Une absence assourdissante

Contrairement aux plaintes maintes fois répétées, les sciences ne sont pas si absentes que cela des programmes de télévision. Comment pourraient-elles l'être ? Elles constituent l'un des principaux piliers sur lesquels repose la culture occidentale. C'est vrai, les rares émissions qui leur sont spécifiquement consacrées balancent entre misère et cocasse. Mais certaines disciplines apparaissent en filigrane tout au long du flux : journaux, magazines, publicités. Ce fil de trame continu en dit plus long sur le point de vue télévisuel que les béates vulgarisations censées rendre compte de travaux scientifiques déjà dépassés.

On assiste à deux discours apparemment opposés. Deux avatars du débat depuis longtemps périmé entre nature et culture. En fait d'opposition, il s'agit de la même monnaie. Émerveillement et effroi. Côté pile, l'apologie du savoir et côté face l'apologie de la nature en opposition aux sciences des hommes. À ceci près que la nature télévisuelle réduite à la campagne, à la montagne et à la mer relève de la pure fiction. Et puis quelque chose d'immatériel, un concept flou flottant dans le ciel des idées reçues : un air, un comportement naturel, des manières et des matières naturelles. Ne reculant devant aucun oxymore, l'agriculture biologique y est *naturelle* (*sic*). La publicité va plus loin dans l'incohérence et taxe de *naturel* un yaourt ou une lessive (*re-sic*).

Dans les journaux et les magazines, les sciences et les techniques apparaissent au quotidien de deux manières bien distinctes : soit comme sujet, soit comme objet. Comme sujet, lié à un événement qui nécessite une explication et met en scène le scientifique abonné des plateaux : catastrophe, épidémie, découverte archéologique, découverte ou erreur médicale, curiosité astronomique, actualité spatiale, écologie, nouveau produit technique. S'en suit alors un discours simplificateur illustré par des images n'ayant souvent strictement rien à voir avec le sujet. Il est fréquent dans les émissions dites de variétés de voir un bateleur faire le boniment technico-scientifique. Cette minute est le moment comique de l'émission, une sorte de *gimmick* poujadiste douteux. L'animateur y joue soit le clown blanc prenant la pose du journaliste spécialisé en débitant des platitudes sur un ton affecté, soit l'auguste maladroit tournant en dérision et la chose et lui-même.

Comme objet, en toile de fond de l'actualité politique à travers les enjeux divers de l'industrie, de l'agriculture, des choix énergétiques ou de la santé publique. Le scientifique joue alors le rôle de témoin, d'expert ou d'inspecteur apportant des preuves irréfu-

tables. La balistique, la biologie, la psychiatrie, la sociologie sont convoquées à propos des conflits militaires, des meurtres, disparitions, attaques à main armée, émeutes, bavures policières, procès, reconnaissances de paternité. Pas de sports de compétition sans intervention conséquente de la médecine, de la biomécanique, de la chimie, de la physique des matériaux et la psychologie. Dès lors, dans les reportages sportifs, il est souvent question de dopage, de nouveaux matériaux ou de nouvelles formes d'entraînement présentées comme étant plus *scientifiques*.

La science météorologique subit le même sort que ses consœurs. Des tendances probables et parcellaires sont présentées de façon définitive et globale, soit avec un sérieux papal, soit avec dérision. Sur un ton pontifiant, à l'aide d'une iconographie d'école primaire, le camelot commente en termes savants : anticyclone, dépression, perturbation, hygrométrie. Dans l'autre cas, pour bien afficher le peu de cas du travail des météorologues, une pin-up écervelée vient vendre ses appâts dans la vitrine, en échange de quelques nuages.

Les films publicitaires

La biologie et la génétique font autorité dans la réclame des objets de consommation courante. Elles garantissent l'efficacité des produits d'entretien des choses et des gens. Tel aliment est riche en oméga 3, telle crème corporelle a été *testée scientifiquement*, telle autre est « génifique » (*sic*). Dans les sociétés marchandes, le corps est objet de négoce, le nettoyant W.C. se voit dès lors doter des mêmes propriétés biologiques que le yaourt, le shampoing ou le dentifrice. Grâce aux mêmes énigmatiques *agents actifs génétiques* et aux compétences des laboratoires Truc, la lessive Toc donne au linge autant d'éclat que le shampoing Tic à la chevelure[1].

La réclame alterne nature et culture de façon quasi métronomique. Des eaux volcaniques au shampoing à base *d'essences naturelles*, produits « naturels » et produits « scientifiques » s'opposent dans un duel marchand. De cette fausse dualité, qui se retrouve dans toutes les émissions, se dégage une petite unité dramatique pourvoyeuse d'un message télégraphique naïf, erroné, mais clair. Ce message réducteur, mille fois répété, finit par s'imprégner bien mieux qu'il ne le ferait s'il était pensé et voulu. Il y a la Science d'un côté, la Nature de l'autre et l'Homme au milieu, le tout au singulier avec une majuscule. Une version religieuse des sciences qui les réduit à néant ; une idée simplette de la nature réduite aux dépliants touristiques.

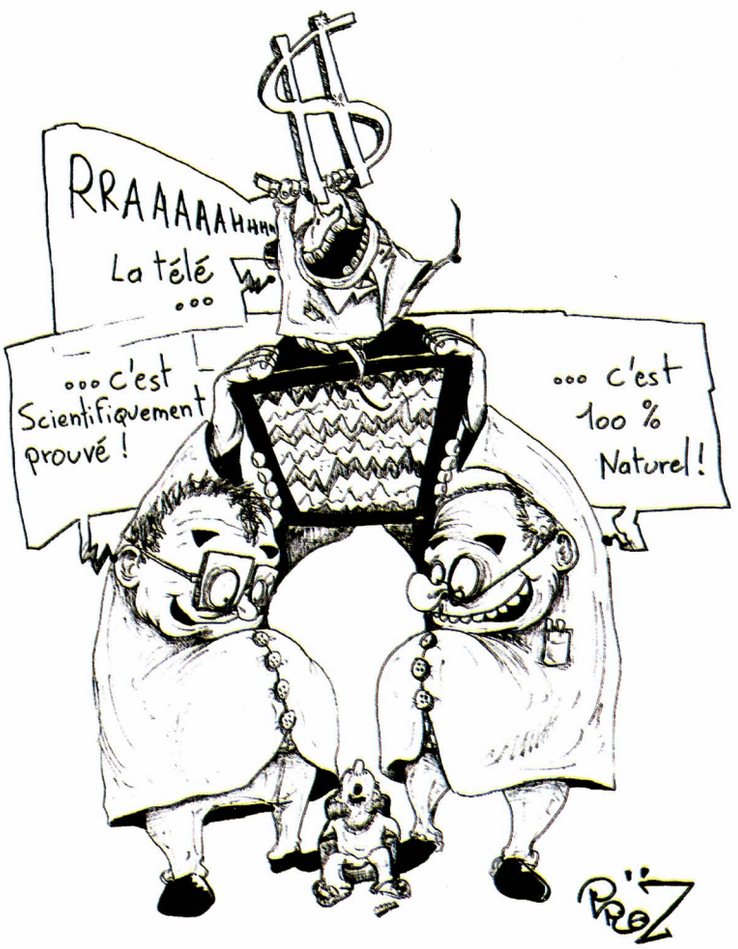
La science ustensile

La télévision agit plutôt comme un écho de ce qui va de soi, des normes intégrées, des idées reçues et largement partagées, auxquelles elle donne une apparence de légitimité en les ordonnant systématiquement dans un discours plus ou moins cohérent. Tel un miroir grossissant de l'implicite qui filtre les gestes et les discours parasites, elle donne à voir dans sa crudité la manière dont une société se représente elle-même. Plutôt que des normes, *elle propose des postures symboliques*. Les pourvoyeurs du médiocre message télévisuel ne sont pas de machiavéliques et cyniques manipulateurs d'opinion. Ils ne sont au contraire que les petits éléments d'un système qui certes ne fonctionnerait pas sans leur complicité, mais qui les comprend et les dépasse. Ils doivent leur position tant convoitée à une sincérité et une naïveté désarmantes. Ils croient en ce qu'ils disent tout simplement parce que c'est ce qu'il se dit. Singuliers et cultivés, ils n'y auraient pas leur place. Leur ignorance et leur conformité sont les meilleures garanties de mise en phase de l'émetteur avec la totalité des récepteurs. Tout discours contraire ne sera pas mis à l'écart par censure, mais tout bêtement parce qu'il ne sera même pas entendu. Une télévision qui ne serait pas l'ordonnateur et l'amplificateur de l'idéologie dominante est inconcevable. Ce n'est même pas une utopie, un point de fuite, c'est un contresens. Le discours caricatural et antiscientifique qu'elle distille, en flux constant, sur les sciences n'est que la version vulgaire du discours officiel. Dans une société comme la nôtre, une science rentable – financièrement et symboliquement – est une science que ne cherche pas, c'est une science achevée qui doit rendre des comptes. À la rigueur on lui autorise de petites améliorations sans conséquences qui doivent confirmer le cadre existant et assouvir superficiellement le mythe du progrès. On peut même, ultime coquetterie, se satisfaire de ses mystères (*sic*) non encore résolus qui nous enchantent et qui sont la « preuve » des limites de La Science ! En résumé, une science sans sciences.

R. N.

---

1. Autre exemple récent, extrêmement caricatural : L'Oréal vend une gamme de produits « rajeunissants » sous le nom prometteur de « Code Jeunesse », avec comme slogan : « *La science des gènes est entre vos mains.* » Il est affirmé, en parlant de la peau, que « *la technologie Pro-Gent a été conçue pour [...] rétablir son code naturel de jeunesse* » (nous soulignons). Il est spécifié que l'« *efficacité [a été] confirmée cliniquement* ». Une note en petits caractères indique qu'il s'agit d'une « *auto-évaluation sur 52 femmes* ». L'ensemble des mensonges scientifiques et des ruses rhétoriques en jeu dans ce court message publicitaire devrait alerter le Bureau de la vérification de la publicité. Il n'en est rien, évidemment. Gageons que Liliane Bettencourt (première actionnaire du groupe L'Oréal) n'en fait pas un usage intensif, à moins qu'elle soit la preuve (quasi) vivante de l'inefficacité desdits produits... (NdR.)



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, c'est les autres qui l'écrireront à notre place. » **Inconnu**

De l'indignité de quelques anciens Jeunes libertaires ibériques

Le mouvement libertaire espagnol a encore des plaies ouvertes. Sans remonter à la guerre d'Espagne, à la participation au gouvernement républicain et à la militarisation, les débats et polémiques ont toujours été présents. L'exil posa d'autres problèmes. Quelle stratégie devaient adopter les organisations du mouvement libertaire ? Quelle attitude conséquente pour continuer à exister des deux côtés des Pyrénées ? Le relatif « échec » de la CNT actuelle dans l'Espagne du XXIe siècle a peut-être tranché. Le texte que nous vous présentons répond à des accusations portées vis-à-vis de militants des années 1960. Elles sont graves. *Le Monde libertaire* n'a pas vocation à s'impliquer dans des polémiques sur des faits qui se sont passés il y a cinquante ans. Pour autant, vous jugerez.

Le comité de rédaction du Monde libertaire

Oscar Borillo

LE MOUVEMENT LIBERTAIRE, sous toutes les latitudes, à différents moments de son histoire, a connu des affrontements internes d'intensité variable, liés à la nature des analyses des réalités sociales et économiques toujours changeantes, au choix des moyens pour les subvertir mais aussi à des rivalités de personnes quelque peu égolâtres. « Libertaire » est bien commode puisque le qualificatif recouvre l'anarchiste, individualiste ou fédéré, le communiste libertaire, l'anarcho-communiste, l'anarcho-syndicaliste, etc. Que les camarades qui lisent ces lignes pardonnent ce bref rappel qui a tout du truisme simpliste.

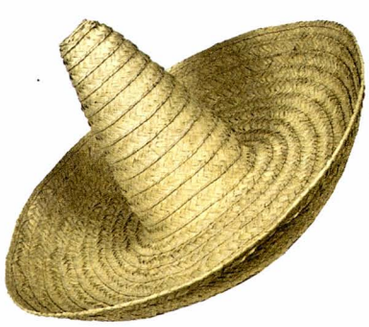
Il serait sûrement instructif d'identifier et de ranger en fonction de leur nature les arguments ou les invectives échangés lors de ces polémiques. Quoi qu'il en soit, le mouvement libertaire, par essence, place le libre débat au cœur de sa dynamique, de sa *praxis* diraient certains. Ce qui n'a pas exclu, il s'en faut – même si on peut le regretter –, les coups bas, les manipulations, l'exclusion douteuse. Il y a néanmoins des limites que ce mouvement n'a pas franchies. Cet « au-delà » du débat véhément a été et est occupé, traditionnellement, par la police au service du pouvoir en place, puis, au XXe siècle, par le fascisme et le stalinisme. Le stalinisme y tient une place de premier choix. Les moyens mis en œuvre pour disqualifier l'adversaire ont été d'une brutalité et d'une bassesse extrêmes. La disparition dans un goulag, la liquidation physique d'un « opposant » n'ont jamais été que le prolongement d'une entreprise qui débutait par la fabrication de la figure de l'« ennemi du peuple », cet opposant au régime communiste qui, selon ce même régime, n'usait que de moyens toujours plus « vils ». À l'aune de l'imagination débridée des néfastes bureaucrates staliniens, « social-traître » n'a été qu'une aimable condamnation. Encore un rappel banal mais nécessaire.

Cette plongée dans le monde marécageux du mensonge sans limites, de l'indignité, de la falsification érigée en tactique n'est pas agréable. Tant s'en faut. Mais lorsque d'anciens militants en France des Jeunesses libertaires ibériques (FIJL) des années soixante s'y installent, il est indispensable de le relever et de s'y opposer véhémentement. Leur propos n'est pas, bien sûr, de liquider des « ennemis » déjà disparus. Mais il reste leur mémoire qu'il s'agit de salir. Dans un livre publié en Espagne[1], Gurruchari et Ibañez racontent à leur façon l'histoire du Mouvement libertaire espagnol (MLE) en exil pendant cette décennie et, comme le titre l'indique, ils témoignent avant tout des activités de la FIJL. L'analyse critique approfondie de l'ouvrage

est à venir. Mais, sans plus attendre, il est dans ce récit un point, livré presque en passant, dont la gravité n'échappera à personne : alors que les approches entre différentes tendances du MLE, en particulier entre les activistes des Jeunes libertaires (JL) et le courant majoritaire de l'anarcho-syndicalisme représenté par la CNTE (appelé le plus souvent par Gurruchari et Ibañez courant esgléiste[2]), divergent de plus en plus, nos auteurs accusent ce dernier d'avoir livré à la police française les informations concernant le réseau constitué autour de la FIJL !

Un bref rappel historique s'impose pour la clarté du propos. En 1961, le MLE réuni en congrès à Limoges réussit sa réunification après la longue période de division qui suivit la scission de 1945. À l'origine de cette séparation fratricide, le rapport à la « politique ». À gros traits, le courant largement majoritaire (appelé souvent « rue de Belfort » ou « esgléiste » comme indiqué plus haut) prône le retour aux fondamentaux de l'anarcho-syndicalisme et rejette sans appel l'épisode de la participation du Mouvement libertaire à la machinerie étatique pendant la guerre d'Espagne. Pour les « possibilistes », qui sont à l'origine de la scission, l'alliance politique et la participation aux instances gouvernementales de l'exil républicain constituent toujours des moyens d'action légitimes. Ce clivage se reproduit à « l'intérieur ». En 1961, en Espagne, après d'innombrables tentatives de réorganisation entreprises dès 1939, avec un succès certain jusqu'au début des années cinquante, la brutale répression qui a multiplié condamnations à mort, liquidations physiques et très longues peines d'incarcération a laminé le mouvement et annihilé son incidence socio-économique.

Lors de ce même congrès, un organisme d'un type nouveau, eu égard aux structures organisationnelles classiques du MLE, est créé : le DI (Défense intérieure). « *Cette section est secrète et doit garder secrets les noms de ses composants ainsi que ce qui concerne son activité.* » Y sont représentées les trois branches du mouvement : la CNT, la FAI (Fédération anarchiste ibérique) et la FIJL. Cette section secrète (qui ne le sera guère en réalité) convient particulièrement aux nouveaux jeunes activistes libertaires, dont celui qui va faire figure de « leader », O. Alberola, fraîchement arrivé du Mexique en compagnie de Garcia Oliver. Ce dernier, connu comme anarcho-bolchevique, qui a proposé en son temps la création d'un Parti ouvrier du travail (Pot), voit cette initiative d'un très bon œil et le conduit à sortir de son retrait organisationnel. Alberola, lui, a fait ses classes d'agitateur en soutenant activement au Mexique le mouvement fidéliste naissant.



Le DI est la structure de combat « armé » qui privilégie le recours à l'action violente à portée médiatico-symbolique (charges explosives, mitraillages, enlèvements) et doit préparer un attentat contre Franco. Il semble que l'exil réunifié constate la difficulté à poursuivre son action traditionnelle d'aide clandestine à la reconstruction du mouvement anarcho-syndicaliste en Espagne (pourtant, en 1961, une nouvelle structure clandestine nationale s'est mise en place après quelques années de grand vide). Dès lors, il écoute les sirènes nouvelles qui exaltent le coup médiatique et l'aventure clandestine à la façon des « terroristes » socialistes-révolutionnaires mais en évitant de faire des victimes. Franco, la cible par excellence, mourra dans son lit et nous sommes ici tous d'accord pour le regretter. Par contre, ces mêmes néo-agitateurs d'alors écrivent maintenant l'histoire comme des staliniens.

Dès l'été 1962, une série d'actions de ce type est menée, en Espagne surtout. Elle sera très vite suivie d'une vague d'arrestations, toujours en Espagne, dont l'ampleur surprend encore nos auteurs. L'année 1963 va montrer combien l'effet politico-médiatique de ces actes symboliques est négligeable au regard du prix payé. Au terme d'une équipée – plus qu'une opération – destinée à préparer un attentat contre Franco, Delgado et Granado sont arrêtés à Madrid, condamnés à mort et très rapidement exécutés. En outre, la presse attribue leur action aux… communistes ! Pour évoquer cet épisode dramatique, nos auteurs usent et abusent des « malheureusement », « par malchance », « en principe ». Mais tenons-nous en là. Bien entendu, le bilan de ces actions n'est pas le même pour les différentes composantes du DI. Et les Jeunes libertaires accusent rapidement la tendance majoritaire cénétiste de faire obstruction, d'être ni plus ni moins la responsable des échecs.

Toute cette agitation n'a pas laissé indifférente la police française tant parce qu'elle ne peut que surveiller cet activisme de sensibilité anarchiste aux ramifications européennes, qui manipule armes et explosifs, que parce qu'un geste de bonne volonté à l'égard de l'Espagne franquiste sert les intérêts des futurs investisseurs français dans un pays qui décolle économiquement. Aussi, dès septembre 1963, un certain nombre de libertaires de la mouvance FIJL sont arrêtés. L'organisation elle-même est interdite peu après. On remarquera en passant que les auteurs donnent comme date de l'interdiction le 15 octobre et le 4 novembre 1963. Et ici, en rapportant cet épisode presque cinquante ans après, nos auteurs, sans mollir, encore portés par une sorte de « haine » à l'égard du courant historique qui rassembla en exil le plus clair des militants et acteurs de la guerre et de la révolution espagnoles, n'hésitent pas à lui attribuer la paternité des informations recueillies par la police et consignées dans un document[3] où figurent les objectifs, les méthodes ainsi qu'une longue liste de noms des activistes du réseau à interroger et à perquisitionner.

« *La précision et la portée des détails ont amené certains à penser qu'une main très haut placée dans les hautes sphères libertaires [sic] participa à la*

rédaction du document de la police française. Dans certains cas, le secteur cénétiste anti-DI a été mis directement en cause. On a aussi soupçonné certaines amitiés ou certains engagements envers le policier Tatareau (DST) chargé de la surveillance des réfugiés espagnols dans la zone de Toulouse/frontière (Germinal Esgleas, Ramon Liarte, Si on poursuit cette piste, il est logique de ne pas trouver normal que parmi tant de détenus... ne figurait aucune personne de la tendance Esgleas et Federica Montseny [4]. » Et un peu plus loin, Gurruchari et Ibañez, benoîtement, trouvent la raison qui explique un acte qu'habituellement on qualifie de félonie : « *Il est possible que l'objectif de ces détentions n'était pas tant la neutralisation de militants de la FIJL [...] que de peser, dans une direction déterminée, sur les résultats de la confrontation des distinctes tendances qui s'affrontaient au sein du ML.* »

Résumons : la tendance esgléiste n'a pas hésité à donner à la police un ensemble d'informations concernant la mouvance FIJL pour pouvoir l'emporter dans la bataille des tendances au sein du MLE, et en particulier à l'intérieur du DI. Cette esquive de l'accusation frontale (mais comment prouver cette calomnie !) s'accompagne d'une pseudo-analyse qui prétend conforter la vraisemblance de la version. Ah la belle infection stalinienne ! Les mis en cause sont morts. Le temps passant, cette tendance, qui n'a jamais été que l'essentiel de l'exil anarcho-syndicaliste, est maintenant réduite à un tout petit nombre. Quelle que soit l'appréciation qu'on peut porter sur son activité après la réunification de 1961 – rigidités, erreurs mais aussi volonté de ne pas démissionner envers et contre tout, de participer au renouveau des idées libertaires dans le développement des nouvelles réalités espagnoles –, il est hors de question de laisser passer et de ne pas s'élever contre une telle indignité qui bafoue ces hommes au plus profond de ce qu'ont signifié leur vie et le mouvement qu'ils ont porté. Il n'y a pas si longtemps, nos deux faussaires, qui écrivent pour leur plus grande gloire et probablement pour l'histoire, auraient eu à s'expliquer, sévèrement. Il n'y a pas de raison que ça change. O.B.

---

1. Salvador Gurruchari et Tomàs Ibañez, *Insurgencia libertaria Las Juventudes Libertarias en lucha contra el franquismo* (Agitation libertaire. Les Jeunesses libertaires en lutte contre le franquisme), Virus editorial, 2010.

2. Du nom du *compañero* Esgleas, appartenant à la tendance anarcho-syndicaliste majoritaire. L'organisation l'a plusieurs fois désigné pour occuper le Secrétariat intercontinental. On remarquera et regrettera qu'une fois de plus le recours à la personnalisation soit un artifice commode pour éviter l'essentiel : la CNTE dont il est question ici a été un vrai mouvement collectif qui ne saurait être réduit à quelques têtes. Ses choix ont été l'expression de sa volonté. Reconnaissons que Gurruchari et Ibañez n'utilise pas l'expression de « clique esgléiste ».

3. Ce document reproduit dans l'ouvrage aurait été transmis de l'intérieur de la DRG (Direction des renseignements généraux) à un journaliste du *Canard enchaîné* qui l'aurait transmis à la FIJL.

4. Dans cette liste ne figurent ni Alberola, ni Guerrero Lucas – ce dernier a vite été soupçonné d'être un agent franquiste, ce qu'il nie actuellement, et nos auteurs, sans trop s'aventurer, semblent lui donner raison –, qui sont alors les organisateurs principaux et bien visibles des actions des « Jeunes libertaires ». Dans le livre, les explications à cette absence sont... rapides.

L'action directe, c'est la libération des foules humaines

Émile Pouget remis au goût du jour

Paco

Voilà un livre qui tombe à pic, au cœur d'une série de manifestations contre la réforme des retraites ou contre la politique sécuritaire du gouvernement. Manifestations imposantes, mais néanmoins impuissantes pour changer radicalement le cours des choses.

Et si nous revenions aux fondamentaux du syndicalisme révolutionnaire, action directe, grève générale et sabotage à l'appui ? En ce sens, la lecture de *L'Action directe* ne relève aucunement d'une quelconque nostalgie, mais bel et bien d'une invitation à construire immédiatement un autre futur avec d'autres armes que les grèves sans lendemain. Émile, reviens, ils sont devenus mous !

Rassemblés et présentés par Miguel Chueca, les textes présents dans *L'Action directe et autres écrits syndicalistes* (1903-1910) sont signés Émile Pouget (1860-1931). Celui qui fut le pamphlétaire fondateur du *Père peinard*, journal hebdomadaire anarchiste resté célèbre pour son argot fleuri, témoigne du chemin parcouru par de nombreux anarchistes français à la fin du XIXe siècle vers le syndicalisme révolutionnaire. S'écartant des groupes libertaires qui animaient des cercles d'études sociales, Émile Pouget s'engagea dans la jeune et bouillonnante CGT de 1901. Personnage ardent, l'ex-gniaf (cordonnier) en devint le secrétaire aux fédérations professionnelles et, toujours journaleux, le responsable de l'hebdomadaire *La Voix du peuple*, l'organe central de la CGT.

Les quatre brochures reproduites dans l'ouvrage sont le B.A. BA du syndicalisme révolutionnaire. On peut également y lire trois textes relatifs à la campagne pour la journée de huit heures lancée en 1904, époque où l'ordre social était au moins aussi insupportable et intolérable qu'aujourd'hui. Si, malgré la répression et les sirènes réformistes d'alors, nos anciens ont été capables de prendre des chemins radicaux pour lutter contre les richards, les capitalos, les roussins, les cléricochons et autres « *vermines à écrabouiller* », de quelle maladie souffrons-nous pour être à ce

point ankylosés face à l'injustice sociale et à l'arrogance des possédants ?

Il y a souvent un malentendu avec l'expression « action directe ». À peine prononcée, la formule déclenche toutes les procédures antiterroristes cousues de fil blanc pour traquer l'ultra-autonome. Qui pourrait mieux qu'Émile Pouget expliquer ce qu'un syndicaliste révolutionnaire entend par là. Écoutons-le en espérant que cela suscite quelques vocations dans les rangs des syndicats domestiqués et au-delà : « *L'action directe, c'est la libération des foules humaines, jusqu'ici façonnées à l'acceptation des croyances imposées, c'est leur montée vers l'examen, vers la conscience. C'est l'appel à tous pour participer à l'œuvre commune : chacun est invité à ne plus être un zéro humain, à ne plus attendre d'en haut ou de l'extérieur son salut ; chacun est incité à mettre la main à la pâte, à ne plus subir passivement les fatalités sociales. L'action directe clôt le cycle des miracles – miracles du ciel, miracles de l'État – et en opposition aux espoirs en les "providences", de quelque espèce que ce soit, elle proclame la mise en pratique de la maxime : le salut est en nous !* »

« *L'action directe développe le sentiment de la personnalité humaine, en même temps que l'esprit d'initiative. En opposition à la veulerie démocratique, qui se satisfait des moutonniers et des suiveurs, elle secoue la torpeur des individus et les élève à la conscience. Elle n'enrégimente pas et n'immatricule pas les travailleurs. Au contraire ! Elle éveille en eux le sens de leur valeur et de leur force, et les groupements qu'ils constituent en s'inspirant d'elle sont des agglomérats vivants et vibrants où, sous le poids de sa simple pesanteur, de son immobilité inconsciente, le nombre ne fait pas la loi à la valeur. Les hommes d'initiative n'y sont pas étouffés et les minorités qui sont – et ont toujours été – l'élément de progrès, peuvent s'y épanouir sans entraves, et, par leur effort de propagande, y accomplir l'œuvre de coordination qui précède l'action.* »

« *L'action directe a, par conséquent, une valeur éducative sans pareille : elle apprend à réfléchir, à décider, à agir. Elle se caractérise par la culture de l'autonomie, l'exaltation de l'individualité, l'impulsion d'initiative dont elle est le ferment. Et cette surabondance de vitalité, d'expansion du "moi", n'est en rien contradictoire avec la solidarité économique qui lie les travailleurs entre eux, car loin d'être oppositionnelle à leurs intérêts communs, elle les concilie et les renforce : l'indépendance et l'activité de l'individu ne peuvent s'épanouir en splendeur et en intensité, qu'en plongeant leurs racines dans le sol fécond de la solidaire entente.* »

« *L'action directe dégage donc l'être humain de la gangue de passivité et de non-vouloir, en laquelle tend à le confiner et l'immobiliser le démocratisme. Elle lui enseigne à vouloir, au lieu de se borner à obéir, à faire acte de souveraineté, au lieu d'en déléguer sa parcelle. De ce fait, elle change l'axe d'orientation sociale, en sorte que les énergies humaines, au lieu de s'épuiser en une inactivité pernicieuse et déprimante, trouvent dans une expansion légitime l'aliment nécessaire à leur continuel développement.* »

Des phrases qui pourraient avoir été écrites ce matin. Qu'elles inspirent les grévistes et les manifestants qui ne doivent ni se laisser casser par la droite dure ni se laisser duper par la gauche molle. Vive la sociale ! P.

ÉMILE POUGET

L'action directe

et autres écrits syndicalistes

(1903-1910)

Textes rassemblés et présentés par Miguel Chueca

AGONE

Émile Pouget, *L'Action directe et autres écrits syndicalistes* (1903-1910), textes rassemblés et présentés par Miguel Chueca, Agone, 304 pages, 18 euros. En vente à la librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris. www.librairie-publico.com

L'ours aime le miel

Heike Hurst

« *ON NE REGARDE PAS LE MONDE avec nos yeux mais aussi avec nos rêves. On ne peut réduire les questions existentielles à ce monde matériel que nous voyons* » dit Semih Kaplanoglu à propos de sa trilogie, appelée aussi *La Trilogie de Yusuf*. *Miel* est le dernier film de cette trilogie, mais raconte les premières années de Yusuf. *Yumurta* (L'œuf), l'âge mûr, *Süt* (le lait) l'adolescence et *Bal* (le miel) [1], l'enfance, où il atteint l'apogée de son art.

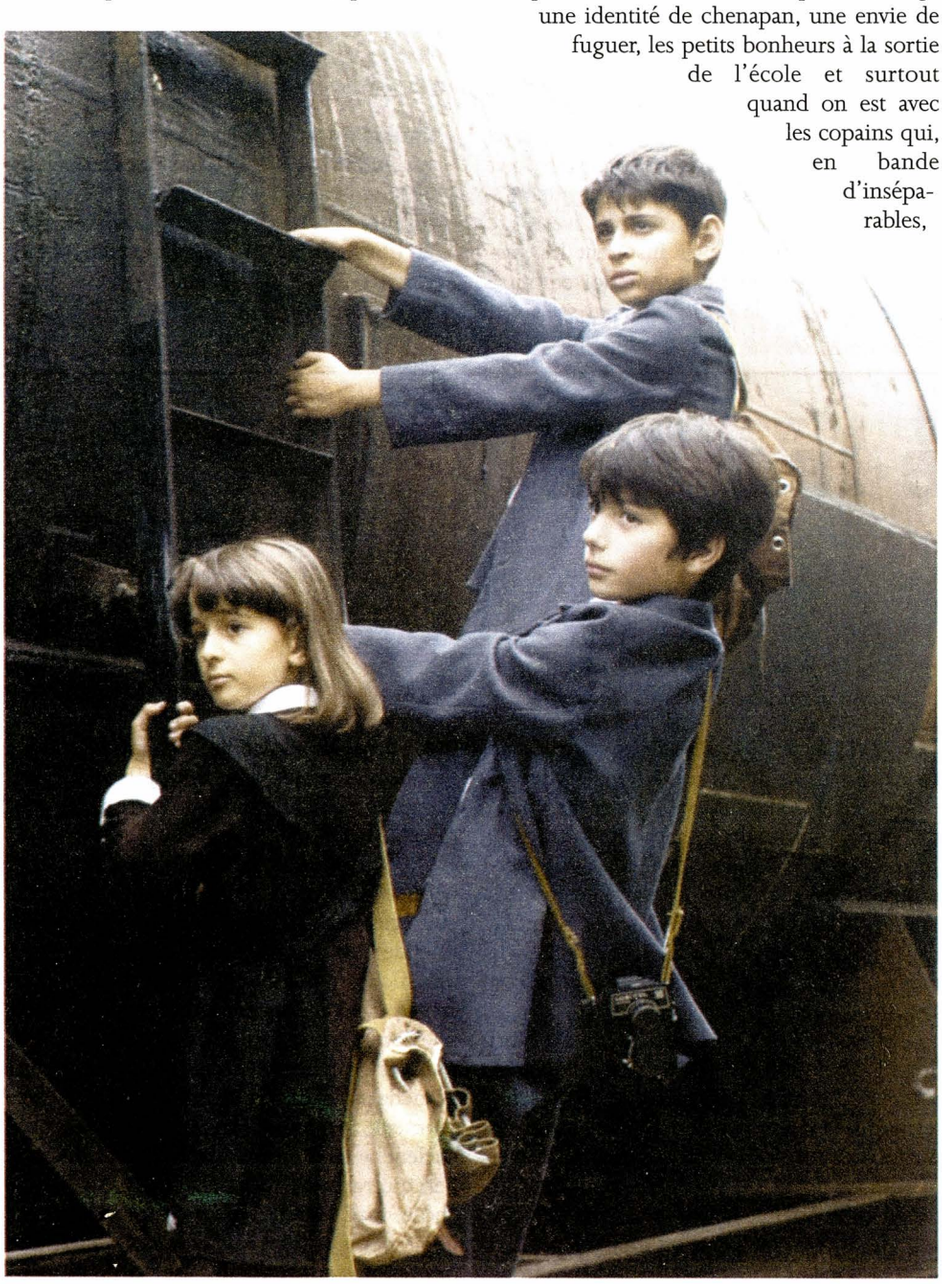
De tous les cinéastes turcs connus – Nuri Bilge Ceylan, Yesim Ustaoglu, Reha Erdem –, Semih Kaplanoglu est sûrement le plus discret, le moins tapageur, son monde est celui des poètes taciturnes. *Süt* décrit d'ailleurs l'avènement d'un poète. Les premières séquences de ses films contiennent des moments clés. Ce sont des images fortes qu'on n'oublie pas. Un serpent sort de la bouche d'une femme que les anciens ont suspendue à un arbre. La tête à l'envers, au-dessus d'un feu de branches qui dégage une épaisse fumée : ce sont les premiers plans de *Süt*.

Miel commence dans la forêt où Yakub, le père de Yusuf, a installé ses ruches. Suspendu entre ciel et terre, Yakub cherche à récolter un miel de plus en plus rare qu'on recueille dans des ruches placées à la cime de très grands arbres. Plans à donner le vertige : suspendu à une corde, Yakub se hisse de plus en plus haut, puis un silence et nous entendons une branche craquer. La compréhension de ce moment, les sensations, les émotions qu'il enclenche vont être la matière du film. Car le lien qui relie cet homme à sa maison est une chose, mais l'attente de son retour, l'angoisse de ne pas le voir arriver, ce sont les moments qui remplissent la vie de Yusuf et de sa mère.

Le film transmet sans paroles ce que ce garçon rivé à son père éprouve, lui qui le comprend, le fait lire et parler. Car le père chuchote à son oreille, l'enfant répond en chuchotant. Ô miracle, quand Yusuf parle ainsi à son père, il ne bégaie plus. Le père boit le verre de lait que Yusuf n'aime pas boire. Quand le père est absent, tout dans la maison s'arrête, l'enfant regarde sa mère perdue dans la douleur d'une attente qu'elle pressent vaine. Yusuf, dans un sursaut de courage fou, empoigne le verre de lait, le vide d'un trait et le repose sur la table. Mais sa mère, absorbée par le chagrin, ne le remarque même pas. Minimalisme du regard et des actes, loin du bruit du monde et pourtant dans l'essence des choses et des liens aux autres qui font sens et donnent envie de vivre dans cette dignité simple et forte.

Chantra, chantra pas ?

La question majeure qui déciderait de l'avenir d'un enfant, en tout cas de son avenir de musicien, prétend Otar Iosseliani, qui sort un film charmant et élégant où l'enfance occupe une place essentielle[2] : c'est là qu'on se forge une identité de chenapan, une envie de fuguer, les petits bonheurs à la sortie de l'école et surtout quand on est avec les copains qui, en bande d'inséparables, garantissent l'aventure. *Chantrapas*, film à l'humour très particulier que Iosseliani apporte au cinéma français qui l'a adopté depuis *Les Favoris de la lune*. Une toile passait de main en main, découpée de son cadre, elle rapetissait à vue d'œil, dévoilant un cadre de vie de plus en plus engagé dans la beauté et l'insolite. Iosseliani et son indécrottable originalité (une Africaine chevauche un crocodile dans *Et la lumière fut*) ne se compare à personne d'autre. Dans *Chantrapas*, un jeune réalisateur quitte les censeurs de l'est pour tomber finalement sur des producteurs non moins censeurs à l'ouest (tirons en passant notre chapeau aux incorruptibles Martine Marignac et Maurice Tinchant, ses producteurs français). Ses films sont très proches du burlesque des films muets. Le jeune musicien du Merle chanteur, ces vieux qui sont encore des « bourreaux des cœurs » et des lutteurs qui étalent par terre un jeune trois fois plus fort qu'eux. Tous ces gens qui savent attraper un poisson, faire un déjeuner sur l'herbe, sauter d'un train ou le prendre d'assaut. Des personnages si familiers et pourtant excentriques, mais pas trop, buvant, mais pas trop, chantant mais pas trop, vivant tendrement ou absurdement leur propre vie, inaliénable à la pression que d'autres aimeraient exercer sur eux.



Ce film donne du courage à tous ceux qui veulent faire quelque chose qui leur tienne à cœur. Quitte à se sauver avec une sirène. Jamais rien n'est anodin, quand on vole des icônes, on les rapporte parce qu'il y a encore des grands-mères qui tirent les oreilles aux garnements, des gamins qui obéissent finalement, des cordonniers qui coordonnent un ballet de désobéissance réjouissant… H. H.

1. *Bal* a obtenu l'Ours d'Or à Berlin. Sortie le 22 septembre.

2. *Chantrapas*, sortie le 22 septembre.

À BAS TOUTES LES RELIGIONS !

FEDERATION ANARCHISTE
federation-anarchiste.org

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :
www.librairie-publico.com
Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf
Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site
www.trouverlapresse.com
un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.

Création du groupe Salvador Segui

Le groupe Salvador Segui vient d'être créé en région parisienne. Outre une militance « traditionnelle » (tractage, manif, collages, actions directes, etc.), le groupe entend principalement concentrer son activité militante sur la mise en place d'une Athénée libertaire itinérante, c'est-à-dire qui investit les différents lieux parisiens à disposition du mouvement libertaire pour y organiser des débats publics, des conférences, des projections et, si possible à plus long terme, des cours d'alphabétisation, de lecture et d'écriture, le tout à destination aussi bien des militants que des autres.

Le groupe est ouvert à tout militant, fédéré à la Fédération anarchiste, souhaitant s'investir dans une telle activité ou, plus globalement, souhaitant militer à la Fédération anarchiste dans le cadre d'un groupe. Il privilégiera également le contact avec les différents groupes disposant, ou pouvant disposer de temps à autre, de locaux en région parisienne.

Groupe Salvador Segui
www.groupe-segui.blogspot.com

Radio libertaire

Jeudi 30 septembre

Chronique hebdo (08 heures) Commentaires anarchistes de l'actualité. Invité : Jean-Pierre Tertrais viendra nous parler de l'énergie et plus particulièrement du pétrole.

De rimes et de notes (12 heures) Actualité de la chanson et du spectacle.

Petites annonces d'entraide (16 h 30) Les annonces de la semaine.

Si vis pacem (18 heures) Émission antimilitariste de l'Union Pacifiste, *Benda Bilili* ! : l'aventure du film dans les rues de Kinshasa, avec les réalisateurs Renaud Barret et Florent de La Tullaye.

Les enfants de Stonewall (19 h 30) Hors série trans et intersexe.

Entre chiens et loups (20 h 30) Arts de la rue et de la musique gitane.

Vendredi 1er octobre

A las barricadas (09 h 30) Chroniques de la révolution espagnole : Francisco Ferrer i Guardia.

Zones d'attraction (11 h 30) À La Parole errante, autour de la question « Les Roms et qui d'autre ? » Interventions de Boltanski, Rancière, Noiriel, Fassin.

Koumbi (16 heures) Chroniques africaines.

Radio espéranto (17 h 30)

Offensive (21 heures) Libertaire et sociale…

Muzar (22 h 30) Art contemporain. Plateforme, avec Cécile Azoulay, François Ronsiaux et Nicolas Maigret, artistes impliqués dans ce projet.

Samedi 2 octobre

Réveil Hip Hop (08 heures) Culture rap.

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures)

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) *Le petit Maurice dans la tourmente*, avec Maurice Rajsfus.

Deux sous de scène (15 h 30) Magazine de la chanson vivante.

Tribuna Latino Americana (19 heures) Actualité politique de l'Amérique latine et indigènes du Mexique.

Dimanche 3 octobre

Ni maître, ni dieu (10 heures) Coordination des Libres penseurs.

Folk à lier (12 heures)

Chants/Contrechamps (15 h 30)

Le Mélange (17 heures) Hommage à Louise Michel par le plasticien portugais André Guedes.

Échos et frémissements d'Irlande (18 h 30) Musiques celtiques. Par Diane, de l'association irlandaise.

Lundi 4 octobre

Les Enfants de Cayenne (09 heures) Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Les partageux de la Commune (13 heures)

Les mangeux d'terre (18 heures) Enjeux écologiques.

De la pente du carmel, la vue est magnifique (22 h 30).

Mardi 5 octobre

Le Parisien libertaire (08 heures) Retour non exhaustif et militant sur l'actualité parisienne.

Artracaille (11 heures) Art en marge.

L'idée anarchiste (14 h 30).

Un peu d'air frais (16 heures) Écologie libertaire.

Pas de quartiers. (18 heures) Invités en direct : Miren, ex-salariée du Samu social, et quelques collègues, pour détricoter les mythes et les réalités de cette usine à gaz. Tous à vos galènes !

Paroles d'associations (19 h 30) Un duo de chanteurs de jazz, Frangélik, et une pièce de théâtre déjantée : *Les Vies antérieures de Paulette, la veillée d'objetologie.*

Radio Libertaria (20 h 30) La Poste, actualités militantes.

For a Few Sixties More (00 h 30) Musique jamaïquaine des années 60.

Mercredi 6 octobre

Blues en liberté (10 h 30) Junior Wells. De Muddy Waters à Buddy Guy.

Sans toit ni loi (12 heures) Émission sur les mal-logés et la précarité.

Le manège (14 heures) Littérature et cinéma.

Femmes libres (18 h 30) Denise Brial, d'Atalante vidéos féministes.

Ras les murs (20 h 30) Situation actuelle de la prison et de la justice.

Les Rendez-Vous Soniques (00 h 30) Le magazine libertaire du rock. Rendez-vous live.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Vendredi 1er octobre

Metz (57)

19 heures. Meeting avec Didier Bernard du Comité de lutte de Continental Clairoix et l'Union Départementale de la CNT Moselle. Maison des Associations du Sablon, 1, rue Castelnau. 20 heures 30. Concerts : La Saltimplanque & Redkick.

Samedi 2 octobre

Paris XIe

16 h 30. Entretien avec Maurice Rajsfus pour son livre *Le petit Maurice dans la tourmente*, illustration de Mario et Michel D'Agostin aux éditions Tartamudo. Librairie Publico, 145, rue Amelot.

Rochefort-en-Terre (56)

15 heures. Soutien aux antifascistes russes. Projection vidéos et rencontre avec une militante du collectif de soutien aux antifascistes russes. Au Café de la Pente. Entrée libre. 19 h 30. Concert anarcho punk rock avec Cartouche, Mauvaise Graine, Death or Glory et Bakounine ! 5 euros.

Avignon (30)

12 heures. Le Comité Vaucluse contre la répression organise une journée de lutte contre toutes les formes de répression avec débat, stands, musique, pique-nique. Le Groupe Gard Vaucluse de la FA y présentera une table de presse. Parc des Libertés, Île de la Barthelasse. Entrée libre.

Lyon (69)

15 heures. Débat avec Alain Brossat : Tous Coupat, tous coupables ! Pour en finir avec le moralisme antiviolence. 18 heures : Pot de rentrée de la librairie. Librairie libertaire LA Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe 69007 LYON, France. Ouverte du lundi au samedi inclus de 14 heures à 19 heures. Téléphone/fax : 04 78 61 02 25 Courriel : librairie@lagryffe.net Site Web : www.lagryffe.net

Dimanche 3 octobre

Saint-Denis (93)

De 15 heures à 17 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. L'Assiette au beurre, les images de la révolte. Derrière L'Assiette au beurre, que l'on pourrait traduire par la plus contemporaine expression de « pompe à fric », se cache une revue atypique, dont les 9 600 dessins expriment une révolte plus complexe qu'il n'y paraît. Présentation de Michel Dixmier, enseignant et collectionneur. Auteur de L'Assiette au beurre (Maspéro 1972), L'œil de la police, crimes et châtiments à la belle époque (2007). Musée d'art et d'histoire de Saint-Denis – 22bis, rue Gabriel Péri — Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Paris XIe

16 heures. Marc Havet, chanteur subversif et drôle, viendra jouer en soutien à la librairie Quilombo. Trois tarifs possibles : 10 euros (tarif normal), 20 euros (tarif de soutien), 5 euros (tarif petites bourses). Réservation à partir du 7 septembre à la librairie Quilombo au 23, rue Voltaire, 75011 Paris ou par email quilombo@globenet.org ou par téléphone 01 43 71 21 07

Mardi 5 octobre

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : Wilhelm Reich. Premier cours : Vie de Wilhelm Reich. Présentation de Jacques Lesage de La Haye, psychanalyste, il s'est énormément investi dans la connaissance et la pratique reichiennes. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Jeudi 7 octobre

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : Education populaire, éducation nouvelle, education libertaire ? Premier cours : Retour sur les Université populaires. Présentation de Hugues Lenoir, professeur-chercheur en sciences sociales à l'Université Paris X, et auteur de différents ouvrages et contributions sur les questions du syndicalisme, de la formation et de l'éducation. Il a déjà assuré à la Dionyversité un premier cycle consacré à l'éducation populaire. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Vendredi 8 octobre

Saint-Dié-des-Vosges (88)

14 heures. Philippe Pelletier présentera son livre Élisée Reclus, géographie et anarchie dans le cadre du Festival International de Géographie.

Lyon (69)

19 h 30. Rencontre-débat avec Gabi Mouesca sur la prison et la lutte armée au pays basque nord. Librairie libertaire La Gryffe, 5 rue Sébastien-Gryphe. Ouverte du lundi au samedi inclus de 14 heures à 19 heures. Téléphone/fax : 04 78 61 02 25 Courriel : librairie@lagryffe.net Site Web : www.lagryffe.net

Samedi 9 octobre

Merlieux (02)

18 heures. Dans le cadre d'une journée commune aux quatre bibliothèques du village, la Bibliothèque Sociale, animée par le groupe Kropotkine de la FA présentera une rencontre-débat sur les AMAP. BS 8, rue de Fouquerolles. Renseignements : 03 23 80 17 09

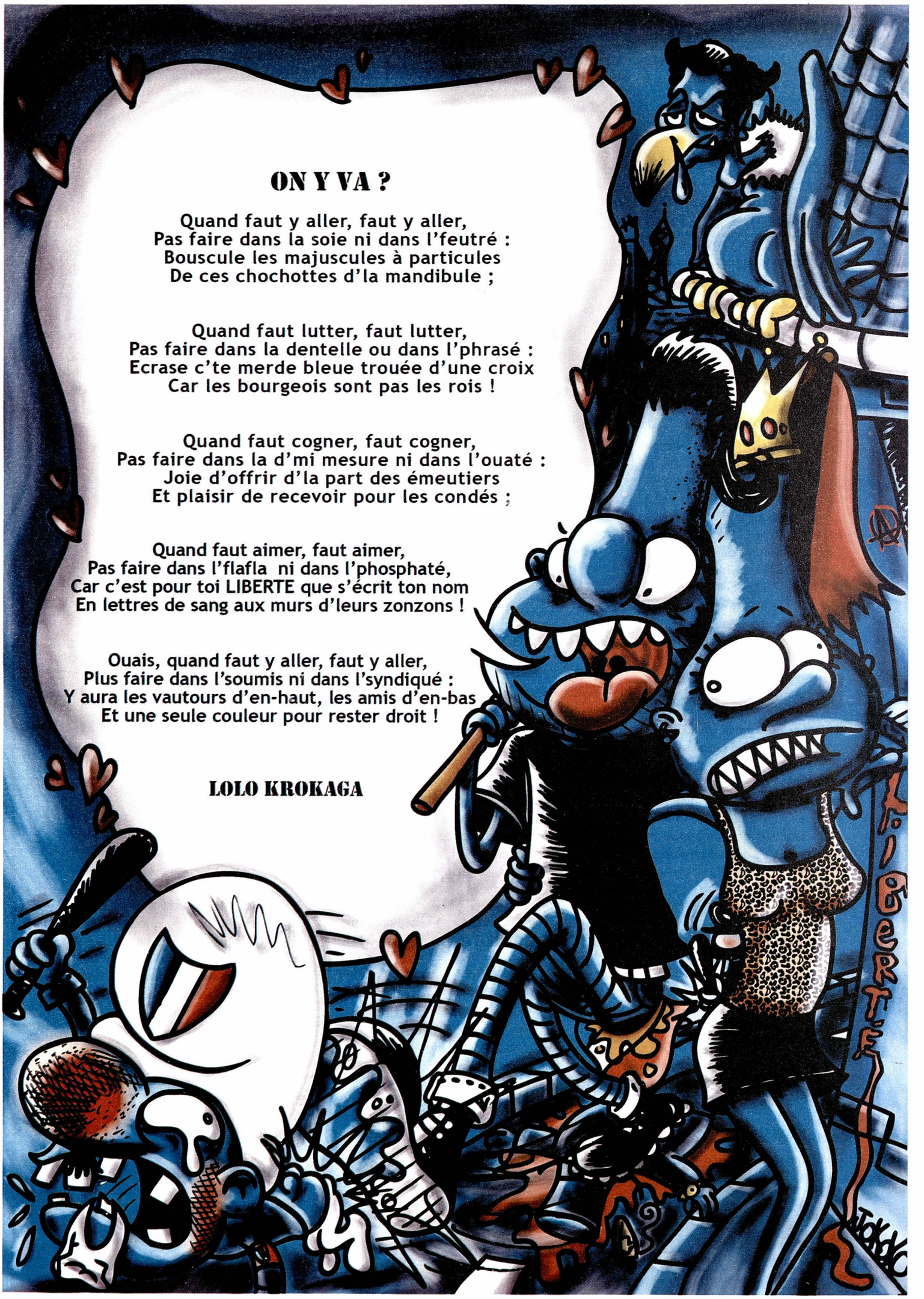
Saint-Denis (93)

De 10 heures à 22 heures. Festival documentaire politique et social « Bobines rebelles », organisé par le groupe Henry-Poulaille de la FA, AMAP Court-Circuit et Le Vent du Ch'min. Neuf films seront projetés tout au long de la journée. A l'accueil, seront distribués à prix libre des tickets d'entrée (un ticket pour l'ensemble des projections) et des tickets de repas. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Vendredi 15 octobre

Rouen (76)

20 h 30. A l'occasion de la sortie du nouveau recueil de Guy Pique La peau des étrécis, une soirée Voix Libres est proposée. Poètes, liseurs, écrivains en tout genre sont conviés à venir y faire entendre leur création, ou celle ayant retenu leur goût. Librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.



ON Y VA ?

Quand faut y aller, faut y aller,
Pas faire dans la soie ni dans l'feutré :
Bouscule les majuscules à particules
De ces chochottes d'la mandibule ;

Quand faut lutter, faut lutter,
Pas faire dans la dentelle ou dans l'phrasé :
Ecrase c'te merde bleue trouée d'une croix
Car les bourgeois sont pas les rois !

Quand faut cogner, faut cogner,
Pas faire dans la d'mi mesure ni dans l'ouaté :
Joie d'offrir d'la part des émeutiers
Et plaisir de recevoir pour les condés ;

Quand faut aimer, faut aimer,
Pas faire dans l'flafla ni dans l'phosphaté,
Car c'est pour toi LIBERTE que s'écrit ton nom
En lettres de sang aux murs d'leurs zonzons !

Ouais, quand faut y aller, faut y aller,
Plus faire dans l'soumis ni dans l'syndiqué :
Y aura les vautours d'en-haut, les amis d'en-bas
Et une seule couleur pour rester droit !

LOLO KROKAGA